

ANNEXES

ANNEXE 1 – analyse thématique des documents officiels

1. Documents européens

1.1. Boussole Stratégique, 2022

a. Reconfiguration de l'ordre mondial

Configurations de puissance	- Environnement sécuritaire plus hostile - Dans ce monde multipolaire disputé - Nouveau paysage stratégique [...] qui nous oblige à agir avec beaucoup plus d'urgence et de détermination et à faire preuve d'assistance mutuelle et de solidarité en cas d'agression contre l'un des nôtres. - Retour de la guerre en Europe - Crise du multilatéralisme conduit à ce que les relations entre États soient de plus en plus d'ordre transactionnel. - Retour d'une politique de rapports de force, et même d'agressions armées - Interdépendance continue d'occuper une place importante mais elle est de plus en plus conflictuelle - Nous sommes confrontés à une concurrence entre systèmes de gouvernance qui s'accompagne d'une véritable bataille de discours et contre-discours.
Acteurs clés	États-Unis - Les États-Unis restent le partenaire stratégique le plus fidèle et le plus important de l'UE et sont une puissance mondiale qui contribue à la paix, à la sécurité, à la stabilité et à la démocratie sur notre continent. - Notre partenariat avec les États-Unis revêt une importance stratégique et nous devons approfondir notre coopération en matière de sécurité et de défense d'une manière mutuellement avantageuse.

- Le dialogue stratégique spécifique sur la sécurité et la défense entre l'UE et les États-Unis constitue une étape importante dans la consolidation du partenariat transatlantique. Il encouragera une coopération plus étroite et mutuellement avantageuse dans des domaines tels que les initiatives respectives en matière de sécurité et de défense, le désarmement et la non-prolifération, les effets des technologies émergentes et de rupture, le changement climatique et la défense, la cyberdéfense, la mobilité militaire, la lutte contre les menaces hybrides, y compris les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger, la gestion de crises et les relations avec les concurrents stratégiques

Chine

- La Chine est un partenaire en matière de coopération, un concurrent économique et un rival systémique.
- La Chine est de plus en plus impliquée et engagée dans des tensions régionales.
- La Chine a tendance à limiter l'accès à son marché et cherche à promouvoir ses propres normes au niveau mondial
- [La Chine] a pour objectif d'achever la modernisation globale de ses forces armées d'ici à 2035, ce qui aura une incidence sur la sécurité régionale et mondiale.

Russie

- En soutenant l'Ukraine face à l'agression militaire commise par la Russie, nous faisons preuve d'une détermination sans précédent à rétablir la paix en Europe, conjointement avec nos partenaires.
- L'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine [...] viole de façon flagrante le droit international et les principes de la charte des Nations Unies et porte atteinte à la sécurité et à la stabilité européennes et mondiales.

	- Attaque directe contre l'ordre de sécurité européen. - La Russie viole de façon flagrante le droit international et les principes de la charte des Nations Unies, et porte atteinte à la sécurité et à la stabilité européennes et mondiales. - Le gouvernement russe tente activement d'établir de soi-disant sphère d'influence. - La Russie projette également sur d'autres théâtres tels que la Lybie, la Syrie, la République centrafricaine et le Mali et utilise les crises de manière opportuniste, notamment en recourant à la désinformation et à des mercenaires, comme le groupe Wagner. - L'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine a confirmé le besoin urgent d'améliorer substantiellement la mobilité militaire de nos forces armées à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union.
Menaces et crises	- Les menaces hybrides augmentent en termes tant de fréquences que d'impact. L'interdépendance est de plus en plus conflictuelle. - Le paysage sécuritaire général est devenu plus instable, complexe et fragmenté que jamais en raison de menaces à plusieurs niveaux. - [L'UE est] confrontée au niveau mondial à des menaces transnationales et à des dynamiques sécuritaires complexes qui ont une incidence directe sur la sécurité de l'Union elle-même. - La prolifération des armes de destruction massive [...] constitue une menace persistante. - Tant la Russie que la Chine étendent leur arsenal nucléaire et développent de nouveaux systèmes d'armes.
Crise multilatérale	- Cette situation [situation sécuritaire instable] sape la capacité du système multilatéral à prévenir et à atténuer les risques et les crises

	- Affaiblissement de l'architecture en matière de maîtrise des armements en Europe. [...] ce vide normatif a une incidence directe sur la stabilité et la sécurité de l'UE. - Nous sommes confrontés à une concurrence entre systèmes de gouvernance qui s'accompagne d'une véritable bataille de discours et contre-discours.
--	---

b. Autonomie stratégique comme réponse

Souveraineté politique	- Nous ne pourrions y [bond décisif] parvenir que sur la base d'une évaluation partagée des menaces et d'une détermination commune à agir. - Cela [bond décisif] nous aidera à former une culture stratégique commune, à accroître notre unité et notre solidarité et, surtout, à renforcer notre capacité et volonté d'agir. - Nous devons redoubler d'efforts pour mettre en œuvre notre approche intégrée de la sécurité, des conflits et des crises. Nous devons être plus audacieux dans la manière dont nous combinons nos instruments [...] y compris nos régimes de sanctions, avec les moyens civils et militaires pour prévenir les conflits. - [Pour] mettre en œuvre efficacement l'approche intégrée de l'UE, nous utiliserons pleinement et de manière cohérente l'ensemble des politiques et instruments disponibles de l'UE et nous exploiterons au mieux les synergies. - L'unanimité étant la norme dans la prise de décisions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense, nous avons besoin d'une rapidité, d'une robustesse et d'une flexibilité renforcée pour entreprendre l'ensemble des tâches de gestion de crises. - Une meilleure coordination entre ces initiatives et les actions de l'UE devrait engendrer un soutien mutuel et une efficacité accrue.
---------------------------	---

	- L'état de préparation et l'interopérabilité sont des éléments essentiels de notre réponse aux menaces et à la concurrence stratégique.
Indépendance capacitaire	- L'UE doit investir davantage dans leur sécurité et leur défense pour être un acteur plus fort sur le plan politique et de la sécurité. - Nous devons accomplir un bond décisif pour mettre en place une UE plus forte et aux capacités renforcées qui joue un rôle de garante de la sécurité - L'UE doit de toute urgence assumer davantage de responsabilités pour sa propre sécurité en agissant dans son voisinage et au-delà, avec des partenaires [quand] possible et seule lorsque [...] nécessaire. - La boussole stratégique renforcera l'autonomie stratégique de l'UE et sa capacité à travailler avec ses partenaires pour préserver ses valeurs et intérêts. - Nous devons innover et investir dans des capacités de défense technologiquement supérieures et interopérables et réduire les dépendances en matière de technologie et de ressources. - La capacité se composera de groupements tactiques de l'UE substantiellement modifiés et de forces et capacités militaires pré-identifiées des États membres, en application du principe du réservoir unique de forces. - Nous avons pour objectif de nous affirmer davantage dans le domaine de la sécurité et de la défense en favorisant une action plus solide, plus rapide et plus résolue, y compris pour la résilience de l'Union ainsi que notre assistance mutuelle et notre solidarité. - Nous devons renforcer considérablement notre résilience en améliorant l'anticipation et la détection de ces menaces ainsi que la réponse que nous y apportons

	- Nous investirons davantage dans l'analyse commune afin d'améliorer notre appréciation de la situation et notre prospective stratégique. - Cela nous rapprochera également d'une culture stratégique commune et contribuera à la crédibilité de l'UE en tant qu'acteur stratégique.
Capacités matérielles	- Nous devons innover et investir dans des capacités de défense technologiquement supérieures et interopérables et réduire les dépendances en matière de technologie et de ressources. - Nous développerons une capacité de déploiement rapide de l'UE [...] qui pourra être utilisée lors de différentes phases d'une opération menée dans un environnement hostile. - Nous étendrons nos présences maritimes coordonnées à d'autres zones présentant un intérêt maritime qui influent sur la sécurité de l'UE - Nous renforcerons la coopération et la coordination dans le domaine aérien en continuant à développer notre capacité à entreprendre pour la première fois des opérations de sécurité aérienne de l'UE. - Nous renforcerons les infrastructures de transport à double usage dans l'ensemble du réseau transeuropéen. - D'ici 2025, une capacité de déploiement rapide de l'UE, permettant le déploiement rapide d'une force modulaire pouvant compter jusqu'à 5 000 militaires dans un environnement hostile, sera pleinement opérationnelle. À cette fin, nous nous accorderons sur des scénarios opérationnels en 2022. À partir de 2023, des exercices réels réguliers contribueront à l'état de préparation et à l'interopérabilité. - D'ici 2025, la capacité militaire de planification et de conduite sera en mesure de planifier et de mener toutes les missions militaires à mandat non exécutif et deux opérations à mandat

	exécutif à petite échelle ou une opération à mandat exécutif à moyenne échelle, ainsi que des exercices réels. - Nous nous emploierons également à accroître encore notre capacité à planifier et à conduire des missions à mandat non exécutif et des opérations à mandat exécutif supplémentaires. - Un large éventail d'instruments existants ou éventuellement nouveaux de l'UE seront par conséquent regroupés dans une boîte à outils hybride plus large de l'UE. Cette boîte à outils devrait fournir un cadre pour une réaction coordonnée face aux campagnes hybrides touchant l'UE et ses États membres et devrait comprendre par exemple des mesures de prévention, de coopération et de stabilisation ainsi que des mesures restrictives et de redressement, tout en renforçant la solidarité et l'assistance mutuelle.
Puissance normative	- Le soft power est utilisé comme une arme : les vaccins, les données et les normes technologiques sont autant d'instruments de concurrence politique. - L'UE a joué un rôle majeur pour assurer la stabilité sur notre continent en diffusant les valeurs et intérêts européens. - Notre Union reste le plus grand marché unique au monde. - L'UE fixe des normes et a toujours été un chef de file investissant dans des solutions multilatérales efficaces. - Nous devons accomplir un bond décisif pour mettre en place une UE plus forte et aux capacités renforcées qui joue un rôle de garante de la sécurité en nous appuyant sur les valeurs fondamentales de l'union consacrées à l'article 2 du TUE. - L'UE est un défenseur fervent d'un multilatéralisme effectif et elle a cherché à mettre en place un ordre international ouvert fondé sur des règles. - Nous restons fermement déterminés à promouvoir et à faire progresser la sécurité humaine ainsi que le respect du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme

	- Nous devons rester fermes et empêcher toute tentative visant à démanteler et saper le droit international.
--	--

c. Cadres

ONU/multilatéralisme	- L'UE réaffirme son intention d'accroître son soutien à l'ordre mondial fondé sur des règles et articulé autour des Nations Unies. - Au cas où un État membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, conformément à l'article 51 de la charte des Nations unies - Afin de défendre le multilatéralisme fondé sur des règles et les principes de la charte des Nations unies, nous devons renforcer notre partenariat stratégique avec les Nations unies. - Nous intensifierons considérablement notre dialogue politique avec les Nations unies à travers un engagement politique et des déclarations conjointes à haut niveau. - Les partenariats sont un instrument essentiel pour soutenir l'ambition qu'a l'UE d'être un acteur stratégique mondial. Les partenaires tireront également parti d'une UE plus forte et plus capable en matière de sécurité et de défense. Ils peuvent nous aider à défendre l'ordre international fondé sur des règles et un multilatéralisme effectif, articulés autour des Nations unies, à établir des normes internationales et à contribuer à la paix et à la sécurité dans le monde entier -
OTAN	- Une Union plus forte et capable dans le domaine de la sécurité et de la défense contribuera positivement à la sécurité globale et transatlantique et est complémentaire à

	l'OTAN, qui reste le fondement de la défense collective pour ses membres. - Elle [l'UE] renforcera en outre son partenariat stratégique avec l'OTAN. - Pour défendre l'ordre international fondé sur des règles, nous continuerons à renforcer nos relations avec [...] l'OTAN et [le] G7. - Une union plus forte et plus capable sur les questions de sécurité et de défense contribuera positivement à la sécurité globale et transatlantique et est complémentaire à l'OTAN, qui reste le fondement de la défense collective pour ses membres. Les deux vont de pair. - Les engagements et la coopération dans ce domaine [Au cas où un État membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, conformément à l'article 51 de la charte des Nations unies] demeurent conformes aux engagements souscrits au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, qui reste, pour les États qui en sont membres, le fondement de leur défense collective. - Nous renforcerons les infrastructures de transport à double usage dans l'ensemble du réseau transeuropéen [...] en étroite coopération avec l'OTAN et nos autres partenaires. - Le partenariat stratégique de l'UE avec l'OTAN est essentiel pour notre sécurité euro-atlantique, comme on peut le constater, une fois de plus, dans le contexte de l'agression militaire commise par la Russie contre l'Ukraine en 2022. - L'UE reste pleinement résolue à renforcer encore ce partenariat clé afin également de renforcer le lien transatlantique.
--	--

	- Pour améliorer le dialogue politique, nous organiserons des réunions conjointes à haut niveau UE-OTAN plus fréquentes et plus inclusives, axées sur des questions d'intérêt stratégique.
--	--

1.2. Defence Investment Gap Analysis and Way Forward (2022)

a. Reconfiguration de l'ordre mondial

Configurations de puissance	- From 1999 to 2021, EU combined defence spending increased by 19.7% against 65.7% for the US, 292% for Russia and 592% for China. - The return of high intensity conflict and increased territorial threat.
Acteurs clés	États-Unis - the US – and more worryingly Russia – have increased their defence budgets at a much higher rate than Europe. Russie - the US – and more worryingly Russia – have increased their defence budgets at a much higher rate than Europe. Chine - China increased its budget even more over the same period.
Menaces et crises	- “Bolster European defence capabilities” in light of the Russian military aggression against Ukraine. - The return of warfare to Europe has underlined the effects of years of defence underspending, which has led to an accumulation of gaps and shortfalls in the collective military inventories as well as reduced industrial production capacity. - Persistent underspending and lack of cooperation have resulted in critical defence capability shortfalls. - The root causes of the difficulties of the EDTIB are the described under-investment gaps by Member States and

	fragmented spending, coupled with the fact that a very significant part of Member States' spending is not invested in the EDTIB, even when an EU-made product is available. - As indicated, without coordination and cooperation, the increased Member State investments would deepen the fragmentation of the European defence sector, limit the potential for cooperation throughout the life cycle of the equipment, intensify external dependencies and likely hamper interoperability. - Member States need to restore defence combat readiness as a matter of urgency in light of the security situation and of transfers already made to Ukraine.
Crise multilatérale	

b. Autonomie stratégique comme réponse

Souveraineté politique	- 1) increase defence expenditures; 2) step up cooperation through joint projects; 3) close shortfalls and meet capability objectives; 4) boost innovation including through civil/military synergies; and 5) strengthen and develop our defence industry, including SMEs. - Based on the historical record, there is nonetheless a risk that Member States opt for national solutions, [...]at the expense of possible EU solutions that may have equivalent lead times. - In response to the new security threats, in 2022 most Member States are announcing substantial increases of their defence budgets.
Indépendance capacitaire	- EU Member States must therefore not only spend more but also invest better and more together. - Together, by exploiting economies of scale through collaborative projects and joint procurements. [...] Better, by supporting Member States to focus on the identified EU capability priorities. [...] European, by incentivising defence

	investments that reinforce industrial ramp-up, longer term industrial capacity and economic growth within the Union through a more competitive European defence industry.
Capacités matérielles	- Member States have announced increases in their defence budgets in the order of, so far, close to EUR 200 additional billion in coming years. - There is no legally binding target for individual national defence spending levels for Member States, the vast majority of them have agreed, in the framework of NATO and/or the Permanent Structured Cooperation (PESCO), to the objective of increasing their defence spending. - Secure the combat readiness of armed forces and coordinate competing national demands, avoiding price spiralling and ensuring that most exposed countries have access to required capabilities. - Phase out existing Soviet era legacy systems still in use within EU Armed Forces with European solutions. - Commission, and the High Representative/Head of Agency will swiftly establish a Defence Joint Procurement Task Force to work with Member States to support the coordination of their very short-term procurement needs to face the new security situation. - Today, Member States that provide military assistance to Ukraine can receive financial reimbursement through the European Peace Facility. - [Recommend] the Commission to propose a short-term instrument to reinforce European defence industrial capabilities through joint procurement

c. Cadres

ONU/multilatéralisme	- Member States can use their single set of forces nationally or within the EU, NATO, UN or any other framework.
----------------------	--

OTAN	- This [investing together, better, and European] is also beneficial for NATO which remains the foundation of the collective defence of its members. - EU initiatives to foster defence cooperation also help reinforce a fairer Transatlantic burden-sharing and a more effective European contribution within NATO. - The capacity to operate full-spectrum and at high intensity was neglected, while existing shortfalls and missing high-end capabilities were, when necessary, covered by non-EU NATO Allies, notably the US.
------	---

1.3. Orientations politiques pour la prochaine Commission Européenne 2024-2029

a. Reconfiguration de l'ordre mondial

Configurations de puissance	- Nous avons vu par nous-mêmes les dangers que représentent les dépendances et la fragmentation des chaînes d'approvisionnement, comme l'illustrent le manque de produits médicaux pendant la pandémie, le chantage énergétique exercé par Poutine ou le monopole que détient la Chine sur les matières premières essentielles aux batteries ou aux puces. - Le monde est engagé dans une course qui désignera le premier à parvenir à la neutralité climatique et à mettre au point les technologies qui façonneront l'économie mondiale pour les décennies à venir. - Le monde est plus dangereux qu'il ne l'a été depuis des générations et, dans ce contexte, l'Europe doit s'affirmer davantage dans la poursuite de ses intérêts stratégiques. - Nous ne pouvons pas voir cette guerre sur le sol européen comme un fait isolé. C'est un moment de fracture pour le monde. - Une déclaration d'intention de la part d'une nouvelle ligue de dirigeants autoritaires [...]qui œuvrent à semer la division et à
-----------------------------	---

	créer un ordre international alternatif fondé sur des cartes redessinées, des idées impérialistes et des sphères d'influence. - Nous sommes entrés dans une ère de rivalités géostratégiques. - notre ordre international fondé sur des règles est en train de s'éroder, et nos institutions mondiales sont devenues moins efficaces - Dans un monde de grandes puissances, une Union plus grande et plus forte nous confère davantage de poids géopolitique et d'influence sur la scène mondiale.
Acteurs clés	Russie - Si la paix en Europe n'a jamais été un acquis, la guerre d'agression menée par Poutine en Ukraine a anéanti toute illusion à cet égard. - C'est en investissant dans la sécurité de l'Ukraine que nous investirons au mieux dans la sécurité européenne. L'Europe doit maintenir aussi longtemps que nécessaire son soutien financier, politique et militaire. - [L] 'agression menée par la Russie — entraînée par le désir impérialiste de Poutine de détruire l'Ukraine et son avenir européen — s'inscrit dans le cadre d'une attaque plus large et systématique contre l'Europe, nos valeurs et l'ordre international fondé sur des règles. Chine - La posture plus agressive et la concurrence économique déloyale de la Chine, son amitié « sans limites » avec la Russie, ainsi que la dynamique de ses relations avec l'Europe, traduisent un passage de la coopération à la concurrence. - instrumentalisation belliqueuse de toutes les politiques, de l'énergie au climat en passant par la migration
Menaces et crises	- Ces dernières années ont mis en lumière le sous-investissement chronique et un manque de dépenses efficaces dans nos capacités militaires.
Crise multilatérale	- nos institutions mondiales sont devenues moins efficaces.

b. Autonomie stratégique comme réponse

Souveraineté politique	- Nous renforcerons le programme pour l'industrie européenne de la défense - Nous créerons un véritable marché unique pour les produits et services de défense, qui permettra de consolider les capacités de production et favorisera la passation conjointe de marchés. - mutualiser nos ressources et contrer les menaces qui nous sont communes en menant des projets phares dans le cadre de l'Union européenne de la défense. - œuvrer à une dissuasion intégrée. Pour ce faire, nous devons renforcer notre approche stratégique des sanctions
Indépendance capacitaire	- [La guerre en Ukraine a] poussé l'Europe à se donner les moyens de se défendre et de se protéger et de dissuader les adversaires potentiels. - Les États membres conserveront toujours la responsabilité de leurs propres armées, de la doctrine au déploiement, mais l'Europe peut faire beaucoup pour soutenir et coordonner les efforts visant à renforcer la base industrielle, l'innovation et le marché unique sur le plan de la défense.
Capacités matérielles	- Œuvrer à la construction d'une véritable Union européenne de la défense. - Je [U. Von der Leyen] désignerai un(e) commissaire chargé(e) de la défense. - La première priorité est d'accroître sensiblement les investissements. - Les dépenses des budgets de la défense sont principalement réalisées au niveau national. - Nous devons dépenser plus, dépenser mieux, dépenser ensemble. - Nous renforcerons le Fonds européen de la défense, qui financera des capacités de défense
Puissance normative	- L'état de droit et les valeurs fondamentales resteront les pierres angulaires de la politique d'élargissement de l'UE, et

	constitueront les fondements de notre future Union réformée et élargie. - L'Europe défendra toujours l'ordre international fondé sur des règles, dans lequel les lois et les normes sont plus fortes que le pouvoir et les conflits. C'est le fondement de notre Union, et ce sera le fondement de notre avenir.
--	---

c. Cadres

ONU/multilatéralisme	- collaborer avec des partenaires et des amis partageant les mêmes valeurs au sein du G7 et au-delà.
OTAN	- Nous continuerons d'étendre notre coopération avec l'OTAN afin de pouvoir parer à toutes les menaces

1.4. White Paper on the future of European defence (2025)

a. Reconfiguration de l'ordre mondial

Configurations de puissance	- Major geopolitical shifts. - Realignment of global power. - The global order is fragmenting and increasingly characterised by complex and entrenched instabilities.
Acteurs clés	Russie - Putin's war of aggression against Ukraine is widely recognised as an attack on the European peace order established after the Second World War and the global order as a whole. - The quickest and most extensive expansion of Russia's capabilities is taking place near its borders with the West, while the EU is taking its time to enhance its defence capacity. - Russia [...] is the most significant direct and indirect threat to the EU and its security, as well as that of EU candidate countries and partners. - Condemnation, in the strongest possible terms, of Russia's unprovoked, illegal and unjustified war of aggression against Ukraine

	États-Unis - Recent statements by members of the US administration, accompanied by the heavy pressure exerted on Ukraine by the US leadership, reflect a shift in US foreign policy as the Trump administration is proposing the normalisation of ties with Russia and it is becoming increasingly clear that Europe needs to strengthen its security and defence to be able to help Ukraine to defend itself. - The recent actions and statements of the US administration have further increased concerns about the future stance of the US vis-à-vis Russia, NATO and the security of Europe. - [The EU] regrets [...] the votes of the US Government, aligned with the Russian Government, in the UN General Assembly and the UN Security Council on resolutions about the third anniversary of Russia's war of aggression against Ukraine; strongly condemns US threats against Greenland. Chine - Driven by the ambition to become a global superpower. - Eroding the rules-based international order by increasingly pursuing assertive foreign and hostile economic. - The rise in Chinese military power [...] appear[s] ready to jeopardise transatlantic cooperation on common security and make a deal with the Russian aggressor at the expense of Ukrainian and European security.
Menaces et crises	- Major geopolitical shifts, amplified by the return of large-scale war to our neighbourhood, have been threatening the security of the EU. - The EU is currently under attack, with hybrid incidents inside its borders, a large-scale war in its neighbourhood and a realignment of global powers. - The quickest and most extensive expansion of Russia's capabilities is taking place near its borders with the West, while the EU is taking its time to enhance its defence capacity.

	- The EU and its Member States are not yet fully prepared for the most severe cross-sectoral or multidimensional crisis scenarios. - Europe is today facing the most profound military threat to its territorial integrity since the end of the Cold War. - Russia [...] is the most significant direct and indirect threat to the EU and its security, as well as that of EU candidate countries and partners. - Deeply worried by the sharp increase in hybrid attacks, including sabotage, cyberattacks, information manipulation and election interference, with the objective of weakening the EU and its candidate countries. - Without a substantial increase in defence investment, the EU's security and defence objectives will not be reached, both in terms of military support for Ukraine and the improvement of our common security.
--	---

b. Autonomie stratégique comme réponse

Souveraineté politique	- Member States have different military and security policies, including policies of neutrality, and such policies should be respected. - Building defence capabilities and adapting them to military needs requires a common strategic culture and shared threat perception and assessment, as well as the development of solutions to be combined in doctrine and concepts. - EU's ability to take decisive action in response to external threats has been repeatedly hampered by the requirement for unanimity. - Supports a 'Preparedness by Design' principle being embedded horizontally and consistently across the EU [...]to reduce the obstacles in current national and EU legislation that undermine the efficiency of European defence and security.
------------------------	---

	- Calls for the EU and its Members States to facilitate the use of CSDP instruments in complementarity with internal security tools in the immediate vicinity of the EU's territory and territorial waters, and to strengthen dual-use and civil-military cooperation at EU level, based on a whole-of-government approach. - The creation of a single European defence market is a priority. - Without prejudice to the specific character of the security and defence policy of certain Member States.
Indépendance capacitaire	- The EU must act urgently to ensure its own autonomous security. - Strengthening Europe's security and defence requires not just a simple increase in ambition and action, but a complete overhaul of the way we act and invest in our security and defence, such that from now on we plan, innovate, develop, purchase, maintain and deploy capabilities together, in a coordinated and integrated fashion, and making full use of the complementary competences of all actors in Europe, including NATO, to achieve a common European defence. - The time has come for a renewed political ambition to act and turn the EU into a genuine security provider. - Increase the EU's defence readiness and build a true European Defence Union. - Calls on the Member States to join forces and support a major step towards a very ambitious and comprehensive framework on defence. - The CSDP must be strengthened and made more agile, including by becoming the EU's main instrument to fight hybrid warfare, in order to fulfil its role as an insurance policy for Europe's security, as well as a power and security provider. - Preparedness for hybrid and grey zone attacks must become part of the EU's strategic culture, with permanent exercises, joint threat assessments and pre-planned, coordinated

	responses among Member States, particularly in regions bordering hostile powers. - Calls for the EU and its Member States to establish and regularly conduct an EU comprehensive preparedness exercise to horizontally test both high-level decision-making and operational coordination in order to build strong links between actors and across sectors. - The EU should develop wartime economic cooperation contingency plans with close partners to ensure mutual support in the case of large-scale security crises involving them directly.
Capacités matérielles	- Urgent need to further reform and strengthen the EU's defence policy in the light of Ukraine's recent war experience and the use of new war technologies. - A worrying capability gap in European defence. - The urgent need to accomplish defence readiness and provide deterrence and defence capabilities to prepare for the most urgent military contingencies. - Calls on the EU Member States to commit at least 0,25 % of their GDP to military aid for Ukraine. - The Rapid Deployment Capacity must achieve full operational capability in 2025 and should be upgraded to be able to face the most extreme military contingencies. - Urges the EU and its Member States, with regard to armed forces, to move [...] to a 'stock' approach, with a stockpile of defence equipment ready for a sustained increase in demand.
Puissance normative	- The EU is a peace project and should strive towards peace and stability, while condemning aggression. - The Strategic Compass, the CSDP, the white paper and the European Defence Industrial Strategy (EDIS) should form the basis for a comprehensive vision of European defence.

c. Cadres

ONU/multilatéralisme	- Strengthening its partnerships with like-minded partners and significantly reducing its dependencies on non-EU countries. - The EU and its Member States must choose between joining forces and working in unison to overcome the threats and attacks on EU security, and standing alone at the mercy of aggressive adversaries and unpredictable partners. - Calls on the EU Member States, together with their G7 partners, to immediately seize all frozen Russian assets to serve as a foundation for a substantial grant and loan to Ukraine, as a legally sound and financially significant way to maintain and increase our support for Ukraine's military needs.
OTAN	- Strengthening Europe's security and defence requires not just a simple increase in ambition and action, but a complete overhaul of the way we act and invest in our security and defence, such that from now on we plan, innovate, develop, purchase, maintain and deploy capabilities together, in a coordinated and integrated fashion, and making full use of the complementary competences of all actors in Europe, including NATO, to achieve a common European defence. - Europe must take on greater responsibilities within NATO, especially when it comes to ensuring security on the European continent. - Reiterates the importance of EU-NATO cooperation, as NATO remains, for those states that are members of it, an important pillar of their collective defence. - EU-NATO cooperation should continue [...]calls, nonetheless, for the development of a fully capable European pillar of NATO able to act autonomously whenever necessary.

1.5. ReArm Europe Plan/Readiness 2030 (2025)

a. Reconfiguration de l'ordre mondial

Configurations de puissance	- Europe is entering an 'era of rearmament' and is committed to significantly increasing defence spending, both to support Ukraine in the short term and to ensure long-term security.
Acteurs clés	États-Unis - ReArm Europe Plan as a necessary but economically challenging response to shifting security dynamics, particularly the potential retrenchment of US support. [...]while measures like relaxing debt rules and off-budget funds could provide short-term financial flexibility, they also exacerbate long-term debt concerns, especially given existing financial pressure from demographics and climate commitments.
Menaces et crises	- Europe is facing unprecedented security threats.

b. Autonomie stratégique comme réponse

Souveraineté politique	- It remains focused on national defence spending, leaving fragmentation and interoperability issues unresolved. - The new fiscal framework does allow Member States to deviate temporarily from fiscal rules, through two distinct 'escape clauses' : the general escape clause and the national escape clause. - The NEC would permit deviations from Member States' net expenditure paths due to higher defence spending. - The activation of the NEC in order to encourage national defence spending has been received with mixed reactions from experts, [...] without structural reforms, increased national spending may lead to duplication and inefficiencies. - The proposal [SAFE] is based on Article 122 TFEU (emergency instrument) to allow Member States to engage in public spending in support of the European defence
------------------------	--

	technological and industrial base (EDTIB). Article 122 requires a Council decision, excluding the European Parliament from the process. - Several EU Member States have urged the EIB to invest in core defence projects, a move that would require a change to its exclusion policy.
Indépendance capacitaire	- The EU is committed to strengthening its defence capabilities and enhancing its autonomy in responding to current and future security threats. - SAFE includes a 'European preference' clause, i.e. the infrastructure, facilities, assets and resources of the contractors/subcontractors involved in the common procurement shall be located in a Member State, an EEA/EFTA State, or Ukraine.
Capacités matérielles	- Defence spending by NATO countries as a percentage of their GDP correlates with their proximity to Russia. - Security Action for Europe (SAFE) – A new financial instrument: If approved, the Commission will raise up to €150 billion in capital markets to accelerate defence investments. - EU Member States are encouraged to activate the Stability and Growth Pact's national escape clause, allowing them additional budgetary flexibility for defence spending within EU fiscal rules. - the EIB was asked to urgently adapt its lending policies for the defence industry, reassess its list of excluded activities, and increase the volume of available funding [...] activating the NEC should enable Member States to allocate additional public funding for national defence of up to 1.5 % of GDP. [...] this could translate into approximately €650 billion in additional defence expenditure across the EU over the next four years. - New financial instrument, Security Action for Europe (SAFE), of up to €150 billion in loans, to increase defence investment in the Member States.

	- Another source of financing is the use of European Regional Development Fund (ERDF) money that has not yet been committed, after a change to the legislation, to be decided by the Parliament and the Council. - The ReArm Europe Plan envisages stronger involvement of the EIB. [...]While the Bank explicitly excludes financing for ammunition, weaponry, and military infrastructure, it allows investments within the EU for dual use items.
Puissance normative	- The EU budget cannot finance any expenditure that implies military or defence operations (Article 41(2) TEU). However, it can finance European defence projects related to the EU's competences, notably in the fields of research, technological development and space policy (Title XIX), the improvement of the EU's scientific and technological base (Article 179 TFEU), industrial policy (Article 173 TFEU) and the development and interconnection of trans-European networks (Article 170 TFEU). The EU budget thus supports the EU defence industry, research and military mobility, including space and dual-use technology. In June 2024, President von der Leyen had estimated the EU'.

c. Cadres

ONU/multilatéralisme	- Landsman and Harding of the British Foreign Policy Group think-tank argue for the creation of a multilateral defence and security bank (DSRB) to address Europe's urgent funding gap in defence and security, exacerbated by shifting US policy on Ukraine. [...] European nations, including the UK, need between €500billion and €800 billion for defence but will struggle to finance it through traditional means.
OTAN	- A more robust and capable EU would contribute positively to global and transatlantic security, serving as a

	complement to NATO, which remains the cornerstone of collective defence for EU Member States that belong to the Alliance.
--	---

2. Documents français

2.1. Actualisation de la Loi de Programmation Militaire 2024-2030

a. Reconfiguration de l'ordre mondial

Configurations de puissance	- Les équilibres géostratégiques sont désormais plus instables et plus brutaux. - Le durcissement des relations internationales a entraîné une rupture profonde : la conflictualité n'est plus réglée par le droit international.
Acteurs clés	États-Unis - L'hypothèse d'un retrait significatif de capacités américaines de notre continent ne peut plus être écartée et exige de développer des capacités militaires européennes crédibles pour dissuader et préserver la paix en Europe.
Menaces et crises	- La guerre est revenue durablement sur le continent européen avec l'agression russe contre l'Ukraine. - Le recours à des stratégies hybrides par des puissances adverses s'accélère.
Crise multilatérale	- Le multilatéralisme est attaqué de toutes parts et les forums internationaux peinent à jouer leur rôle.

b. Autonomie stratégique comme réponse

Souveraineté politique	- La phase d'incertitude que connaît la relation transatlantique impose d'opérationnaliser le réveil stratégique européen. - Renforcer la souveraineté européenne et consolider nos partenariats stratégiques. - La France doit être le moteur d'un continent européen pourvoyeur de sécurité et pas seulement consommateur.
------------------------	--

Indépendance capacitaire nationale/européenne	- Face à cette réalité, la France [...] a fait dès 2017 un choix clair : celui d'un effort de réarmement porté par deux lois de programmation militaire sans précédent. [...]Ces lois ont permis de fixer un cap inédit pour transformer nos armées, renforcer notre autonomie stratégique et préparer l'avenir. - Les dépenses militaires mondiales augmentent sans discontinuer depuis 2014 et les États européens investissent massivement dans leur défense, avec une accélération de cet effort depuis 2022. - UNE FRANCE MOTEUR DU RÉVEIL STRATÉGIQUE EUROPÉEN TOUT EN VEILLANT À RENFORCER LA CAPACITÉ DE RÉSILIENCE DE LA NATION. - Le renforcement du pilier capacitaire européen nous permettra d'être compétitifs et souverains. Seuls des développements industriels européens, soutenus par les États, permettront de préserver ou d'acquérir une maîtrise technologique, gage d'autonomie stratégique. - Des acquisitions conjointes seront ainsi réalisées pour synchroniser les efforts budgétaires, amortir les coûts de possession et homogénéiser les systèmes d'armes.
Capacités matérielles nationales/européennes	- Le Président de la République a demandé l'accélération de notre réarmement au moyen d'une trajectoire de ressources rehaussée de 36 Md€ sur 2026- 2030, dont 10 Md€ d'ici 2027. - Notre outil de défense doit s'adapter en : accélérant le mouvement de modernisation de nos capacités, [...]innovant afin d'éviter tout risque de décrochage vis-à-vis de nos compétiteurs qui ont entamé un réarmement massif et visible, [...]renforçant les forces morales et la cohésion nationale.

	- [L'actualisation de la LPM répond aux besoins en] accélérant à court terme l'aptitude à un engagement de haute intensité de notre modèle capacitaire. - Avec + 36 Md€ sur la période 2026- 2030, le budget des armées aura ainsi doublé entre 2017 et 2027 et permettra d'atteindre un effort de défense de 2,5 % du produit intérieur brut en 2030. - La France prendra toute sa part aux investissements industriels nécessaires à la réalisation de ces objectifs. - Le cadre juridique de l'économie de guerre posé par la dernière LPM sera amplifié.
--	---

2.2. Revue Nationale Stratégique 2025

a. Reconfiguration de l'ordre mondial

Configurations de puissance	- L'environnement stratégique se caractérise par une centralité réaffirmée de l'arme nucléaire dans le jeu des puissances. - La prolifération nucléaire s'est accélérée. - Le cadre international de sécurité collective mis en place après 1945, déjà fragilisé depuis 2014, s'est fortement dégradé depuis février 2022. - Le conflit en Ukraine a marqué le retour des guerres qui pourraient être imposées à la France et à l'Europe.
Acteurs clés	Russie - Russie a multiplié les actions hostiles vis-à-vis de la France et de ses partenaires européens. - La Russie a testé la détermination des alliés de Kyiv à y répondre, confirmant de manière de plus en plus agressive son ambition d'affaiblissement et de désarmement de l'Europe, de découplage transatlantique et d'assujettissement de son voisinage qui est aussi celui des Français et des Européens. - La Russie qualifie elle-même l'Europe d'ennemie, multiplie les menaces explicites et directes à son encontre, et se dit en situation de quasi-conflit avec elle.

- A renforcé ses partenariats avec la Chine, l'Iran, la Corée du Nord pour asseoir sa posture impérialiste et révisionniste, en premier lieu dans le cadre de sa guerre d'agression contre l'Ukraine mais aussi au-delà, tout en développant ses relations avec d'autres acteurs.
- Elle s'est également retirée du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE4), démontrant ainsi sa volonté de sacrifier le cadre de sécurité collectif au profit de son ambition révisionniste.
- Kremlin modernise ses capacités nucléaires et cherche à se doter de systèmes de rupture, asymétriques et susceptibles de fragiliser le concept de dissuasion.
- Désengagement russe de la Syrie.
- Le Kremlin désigne durablement et régulièrement, dans ses déclarations officielles, la France et les Européens comme ennemis.

Chine

- Pour Pékin, l'objectif est de dépasser les États-Unis comme première puissance mondiale à l'horizon 2050, pour le centenaire de la création de la République populaire de Chine.
- L'assertivité croissante de la Chine.
- Nette accélération du renforcement de l'outil militaire chinois.

États-Unis

- Incertitudes sur la garantie de sécurité apportée par les États-Unis à leurs alliés et partenaires asiatiques.
- L'élection de Donald Trump a entériné la nouvelle hiérarchie des priorités américaines de politique étrangère, déjà largement engagée par les administrations précédentes.
- États-Unis revendiquent des divergences de vues et de valeurs avec les Européens.
- Nouveau cycle de désengagement américain de la sécurité de l'Europe s'ouvre.

	- Les États-Unis attendent désormais de leurs alliés européens qu'ils assument une part substantiellement accrue de l'effort de défense collective. L'Union européenne est aussi perçue comme un concurrent commercial de Washington. - Les hypothèses d'une gestion de crise et d'un conflit avec un soutien américain très fortement réduit s'imposent désormais clairement aux Européens.
Menaces et crises	- Le durcissement des rivalités de puissance se traduit par une hausse en nombre et en intensité des conflits dans le monde. - L'usage systématique, brutal et désinhibé de la force, par des États mais aussi des acteurs non-étatiques, contribue à décrédibiliser et remettre en cause le cadre de sécurité collective. - Les puissances révisionnistes militarisées attaquent frontalement ce cadre et portent ainsi directement atteinte à l'environnement de sécurité de la France et de l'Europe. - La principale menace pour la France et les Européens est celle posée par le risque d'une guerre ouverte contre le cœur de l'Europe. - Ils font peser une menace inédite et durable sur les intérêts de la France et de l'Europe - Moscou a annoncé avoir suspendu le traité New START3 de maîtrise des armements stratégiques entre les États-Unis et la Russie, ce qui fait courir le risque d'une absence de limitation des deux plus grands arsenaux nucléaires. - L'utilisation irresponsable par la Russie d'une rhétorique nucléaire offensive pour mener sa guerre en Ukraine accroît aussi les risques de prolifération. La perception d'un affaiblissement des garanties de sécurité américaines pourrait également contribuer à inciter certains partenaires à reconsidérer l'option nucléaire.

	- Les postures anti-occidentales dans certains pays du reste du monde et les dynamiques de multialignement se sont renforcées. - les adversaires de la France ont eu recours de manière désinhibée à des stratégies hybrides qui portent atteinte à ses intérêts et à ceux de ses partenaires et alliés. - La prolifération d'outils de cyber-intrusion liée à l'essor d'un marché non régulé et leur usage par des acteurs malveillants, étatiques ou non, a renforcé la menace pour la stabilité du cyberspace et la sécurité nationale. L'utilisation décomplexée de l'intelligence artificielle (IA) dans les attaques cyber présente un risque de prolifération évident dans le domaine. - La conflictualité s'est étendue à toutes les zones géographiques dans les dimensions matérielles et immatérielles pour le contrôle des ressources naturelles, des flux (énergie, communications) et des trafics. - L'utilisation de l'économie comme arme stratégique est de plus en plus assumée depuis 2022. - Les Européens sont mis au défi de rester dans la course technologique et industrielle qui est au cœur de la rivalité sino-américaine. L'enjeu pour la France et l'Europe est de faire émerger des champions, rattraper le retard, exporter nos technologies innovantes et promouvoir activement nos normes et standards. - [L'usage de l'IA] par des acteurs étatiques et non étatiques s'est également accéléré au profit de stratégies hybrides et constitue un potentiel de nivellement technologique et de prolifération à court terme. - Compétition scientifique, technologique et industrielle s'est encore accélérée. Elle s'est traduite par la mise en place d'outils de contrôle, instrumentalisés par certains États, sur fond de rivalité sino-américaine.
--	---

	- [L'Europe] fait aussi face à des tentatives de captation qui se sont intensifiées depuis 2022 : captation de ses données numériques, de ses talents scientifiques et entrepreneuriaux, pillage de ses savoirs, de ses données personnelles et ciblage de ses consommateurs. - Une participation des armées françaises à une guerre majeure de haute intensité dans le voisinage de l'Europe et le risque d'actions concomitantes déstabilisatrices de nature hybride pour la sécurité intérieure de la France atteignent un niveau inégalé depuis la fin de la guerre froide. La menace d'une guerre conventionnelle majeure sur le territoire national hexagonal n'est en revanche pas considérée comme crédible. - [Des] offensives contre l'Ukraine, dans le voisinage européen en Moldavie, dans les Balkans ou même contre des États membres de l'OTAN, pour tester la cohésion de l'Alliance, sont possibles. - Un retard dans l'acquisition de nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle, pourrait entraîner un déclassement stratégique majeur pour la France et ses alliés européens. - La perspective du temps de guerre implique d'anticiper des changements d'échelle majeurs et de préparer les réserves qui permettront aux armées de disposer des effectifs en nombre et en qualité pour faire face à un affrontement de haute intensité dans la durée. - L'actuel déclin démographique impose aux armées de consolider leur attractivité, la fidélisation et la préparation au combat des femmes et des hommes.
Crise multilatérale	- Recours croissant au veto observé depuis 2022 entrave cette capacité [de dépasser ses divisions et d'agir sur nombre de sujets], tandis que certains de ses membres permanents participent directement à l'érosion des modes d'actions onusiens.

	- L'efficacité des régimes multilatéraux de lutte contre la dissémination des technologies sensibles ou proliférantes a été minée de l'intérieur.
--	---

b. Autonomie stratégique française/européenne comme réponse

Souveraineté politique	- [La France] cherche à favoriser l'unité et la solidarité des Européens quels que soient les scénarios d'évolution de la politique américaine vis-à-vis de l'Europe. - Il est nécessaire de continuer à travailler avec les partenaires à la convergence de vues entre Européens dans l'appréciation des situations et les implications stratégiques pour l'Europe, ceux-ci ayant des cultures stratégiques ou des priorités politiques différentes. - La France contribuera, par son expertise en matière de résilience, au développement d'une culture commune européenne sur ce sujet, qu'il importe de mettre en valeur au niveau européen.
Indépendance capacitaire	- Les intérêts vitaux de la France ont désormais une dimension européenne.
Capacités matérielles	- Les capacités d'action de l'Europe se sont renforcées. Des efforts particuliers ont porté sur la mise en place de financements dédiés et la croissance d'une industrie européenne plus performante et plus autonome, notamment dans le domaine de la défense. - [Les efforts capacitaires se sont renforcés] avec la France (initiative ELSA15 sur les capacités de frappes à longue portée, système de combat aérien du futur – SCAF, système principal de combat terrestre – MGCS, capacité motorisée – CaMo, etc.) mais aussi sans elle. - Le rôle de la France, seul État membre de l'Union européenne doté de l'arme nucléaire et contributeur majeur à la sécurité de

	l'Europe, est d'être moteur du réarmement stratégique européen. - L'évolution de l'environnement stratégique oblige la France à s'adapter, de manière simultanée, à l'urgence immédiate en accélérant son réarmement global, à se préparer à l'hypothèse d'un engagement majeur de haute intensité dans le voisinage de l'Europe à horizon 2027-2030, parallèle à une hausse massive des attaques hybrides sur son territoire, et à engager la préparation de l'avenir pour rester pleinement maître de son destin national et européen à l'horizon 2040-2050.
Puissance normative	

c. Cadres

ONU/multilatéralisme	- Œuvrer pour préserver le TNP [grâce à des] efforts bilatéraux/multilatéraux.
OTAN	- L'OTAN demeure la seule organisation disposant de la crédibilité, des structures, des mécanismes et de la légitimité nécessaires pour faire face collectivement à un conflit majeur sur le continent européen. La montée en responsabilité des Européens dans l'OTAN, une coordination entre l'Union européenne et l'OTAN et une convergence stratégique entre pays européens volontaires sont essentiels. - L'OTAN doit se transformer. L'hypothèse d'un retrait significatif de capacités américaines du continent européen ne peut plus être écartée et impose aux alliés européens de construire des capacités crédibles.

d. Ambitions pour 2030

Acteurs clés	États-Unis
--------------	-------------------

	- La France et les États-Unis ont maintenu un très haut niveau de coopération en particulier sur les crises internationales. - La France poursuivra le dialogue avec les États-Unis autour d'intérêts communs en défendant les cadres d'action établis et la contribution européenne à la sécurité du continent européen, dans le prolongement de l'agenda porté depuis 2017 de renforcement de l'autonomie stratégique et de la défense européenne. Allemagne - Au sein de l'Union européenne, le lien franco-allemand joue un rôle primordial. - Le travail d'approfondissement du partenariat franco-allemand en matière de défense sera poursuivi dans l'esprit du traité d'Aix-la-Chapelle. - La France et l'Allemagne contribueront conjointement au renforcement de l'intégration et de la capacité d'action de l'Europe et de sa capacité de défense.
Capacités matérielles	- La France est réarmée, matériellement et moralement, pour prévenir, faire face et gagner avec ses alliés et partenaires une guerre majeure de haute intensité dans le voisinage de l'Europe. - Elle est en mesure d'assumer dans la durée le rapport de force avec ses compétiteurs stratégiques et ceux de ses partenaires. - La France dispose d'une dissuasion nucléaire indépendante et souveraine [...]La stratégie de dissuasion française est nucléaire, [elle] est la garantie ultime de la sécurité, de la protection et de l'indépendance de la Nation. [...]L'emploi de l'arme nucléaire n'est concevable et envisageable que dans des circonstances extrêmes de légitime défense. [...] La politique de dissuasion de la France doit tenir compte

	de l'évolution de notre environnement stratégique, de nos alliances et de la construction européenne. - Si un adversaire étatique prenait le risque de s'en prendre à la France, en ayant mal apprécié la nature de ses intérêts vitaux, une frappe nucléaire dite d'avertissement pourrait être effectuée contre lui. - L'économie et les capacités industrielles françaises répondent aux besoins des armées et des forces de sécurité intérieure pour faire face à une guerre majeure extraterritoriale et à ses conséquences sur le territoire national. - L'ambition française reste d'avoir une résilience cyber qui place la France de façon pérenne dans le premier cercle des puissances cyber. - En 2030, la France joue un rôle incontournable au profit de la défense de l'Europe, en particulier face à la Russie, dans le cadre d'un pilier européen renforcé et rééquilibré de l'Alliance atlantique, grâce au réveil stratégique des Européens et aux nouveaux instruments à leur disposition dans le domaine de la défense. - Les Européens doivent se doter de capacités critiques [...]pour mener en propre un engagement de haute intensité en Europe et au sein de l'OTAN. - Le conflit en Ukraine a marqué le retour des guerres qui pourraient être imposées à la France et à l'Europe. Dans ce contexte, la France doit être en mesure de s'engager et de l'emporter dans une confrontation de haute intensité⁵⁸qui impliquerait la Nation tout entière. - La France doit être en mesure de s'engager et de l'emporter dans une confrontation de haute intensité qui impliquerait la Nation tout entière. - La protection de son territoire et de sa population demeure la priorité absolue de la France.
--	--

	- Dans les outre-mer en particulier, la France consolidera ses capacités opérationnelles et d'accueil de renforts pour préserver sa souveraineté, réagir à une crise intérieure ou régionale. - Seule ou avec ses alliés, la France doit pouvoir défendre ses intérêts et faire respecter l'application du droit international dès la phase de compétition. Le plan d'investissement d'avenir France 2030, doté de 54 milliards d'euros sur 5 ans, a été mis en œuvre. Ce plan vise notamment à construire et consolider l'excellence française dans des domaines scientifiques prioritaires ou susceptibles d'être liés à une transformation de grande ampleur.
Mesures nationales	- Tous les citoyens doivent pouvoir devenir acteurs de la cohésion nationale et de la résilience pour se protéger eux-mêmes, leurs proches et ainsi permettre une meilleure préparation de l'ensemble du pays. L'engagement, sous toutes ses formes au sein des armées ou d'un dispositif de mobilisation civile, doit être ancré dans le parcours citoyen de chacun et valorisé au quotidien. - L'adaptation des dispositifs adressés aux jeunes [pour] faire émerger une culture de la résilience dès le plus jeune âge [et] d'acculturer près de dix millions de jeunes de 13 à 25 ans aux enjeux de défense et de sécurité nationale.
ONU/multilatéralisme	- La France œuvrera à préserver la centralité du TNP dans l'architecture internationale de désarmement et de non-prolifération nucléaires et à promouvoir une approche réaliste et progressive du désarmement nucléaire. - Un service militaire volontaire rénové pourrait être créé pour proposer aux Français majeurs de recevoir une formation militaire socle pouvant déboucher sur un engagement. - La France poursuivra ses efforts bilatéraux et multilatéraux de coordination et d'action, notamment au sein de l'OTAN

	et de l'Union européenne pour renforcer les outils et stratégies en cours de développement. - La résurgence de menaces majeures depuis 2022 a conduit la France à prioriser la solidarité stratégique en Europe et la consolidation de son rôle au sein de l'OTAN et de l'Union européenne par le déploiement de forces sur le flanc est de l'Europe. - Seule une solidarité stratégique crédible et concrète permettra à la France et ses alliés de peser sur l'environnement géopolitique. - [La France] doit aussi conduire des actions de partenariat militaire qui répondent aux attentes de ses partenaires. Elle proposera à ce titre des offres attractives, soutenables, durables et idéalement complémentaires de celles de ses autres alliés. - La France favorisera une culture stratégique commune et démontrera sa détermination à défendre les intérêts européens par des mesures concrètes et des prises de risques.
OTAN	- La France contribuera également à la préservation de la cohésion de l'Alliance. À cette fin, les efforts positifs menés pour impulser une mobilisation des nations européennes autour d'intérêts communs doivent être soutenus. - La relation avec l'Ukraine devra rester centrale dans la stratégie partenariale de l'OTAN.

d. Voies et moyens

Capacités matérielles	- Pour faire face à la menace d'un conflit majeur sur le continent européen et à ses possibles conséquences sur le territoire national, les budgets devront être augmentés pour accélérer le réarmement de la France afin de pivoter
-----------------------	--

	résolument vers la haute intensité et augmenter la résilience de la Nation. - Les dispositions juridiques liées à la mise en œuvre de la défense 87 opérationnelle du territoire datant de 1993 seront actualisées afin de les adapter au contexte et aux menaces identifiées et de faciliter l'organisation et la coordination des missions de défense. - La réserve de sécurité nationale et le service de sécurité nationale seront davantage opérationnalisés dès 2025. - Un guide de la résilience sera adressé à l'ensemble de la population en 2025. - La relance du nucléaire civil permettra de sécuriser la production d'énergie décarbonée en France. - La mise en œuvre des priorités diplomatiques françaises, fixées par le Président de la République le 16 mars 2023 à l'issue des États généraux de la diplomatie sera poursuivie. - Les ministères (armées, intérieur notamment) proposeront des mesures de simplification des normes applicables⁷⁵ en fonction de l'état des menaces auxquelles la France ou ses alliés pourraient être confrontés. Il s'agira d'activer un pouvoir de dérogation différencié ou un cadre normatif allégé, dans différentes branches pré-identifiées du droit, pour les besoins de la défense et de la sécurité nationales. - L'accélération des efforts capacitaires porteront plus particulièrement sur les munitions, les drones et munitions téléopérées, la suppression des défenses adverse [...]. - Dans le domaine de la défense, les investisseurs publics et privés seront mobilisés, avec l'objectif d'investir jusqu'à 5 Md€ supplémentaires dans la BITD. - La loi de programmation de la recherche (LPR) sera sécurisée et renforcée. - Pour donner corps au Livre blanc sur la défense européenne, les ministères des armées de certains pays
--	--

	européens créeront de nouvelles coalitions capacitaires. La France prendra toute sa part à cette démarche qui vise à synchroniser le réarmement des pays européens pour bénéficier des capacités industrielles existantes, faire des économies d'échelles, optimiser les outils de production et financer ensembles des capacités stratégiques mutualisables.
ONU/multilatéralisme	- La France soutiendra dans ce contexte la préférence européenne (concevoir européen, produire européen, acheter européen), d'une part dans le cadre des négociations à l'Union européenne et d'autre part dans la conclusion d'accords bilatéraux, notamment en vue de consolider le pilier européen de l'OTAN via les acquisitions conjointes ou croisées auprès de la BITDE. - La France doit par ailleurs continuer à investir dans l'OTAN et dans les institutions européennes. La France devra poursuivre son engagement au sein de l'organisation des Nations unies (ONU).

2.3. Discours du président aux armées le 13 juillet 2025

a. Reconfiguration de l'ordre mondial

Configurations de puissance	- Il [l'engagement des armées] l'est [important] d'autant plus que nous vivons un moment de bascule. Nous en apercevons depuis longtemps l'imminence et ces bascules sont aujourd'hui effectives. - Et quand il n'y a plus de règles, c'est la loi du plus fort qui l'emporte. - Mais soyons lucides, nous n'avons plus les dividendes de la paix dont nos parents avaient bénéficié. C'est terminé
Menaces et crises	- Depuis 1945, la liberté n'avait été si menacée et jamais à ce point, la paix sur notre continent n'avait dépendu de nos décisions présentes.

	- Jamais [...] notre liberté n'avait été si menacée. Liberté des peuples attaqués par les impérialismes et les puissances d'annexion, liberté bafouée quand les règles de la guerre sont effacées, quand chacun s'exonère du droit international, quand l'espérance de la paix est anéantie en Europe, au Proche et Moyen-Orient, comme en Afrique - Dans l'ère des écrans, c'est l'esprit des hommes, en particulier des jeunes générations, qui devient la ligne de front de la guerre économique, technologique et culturelle. - La course technologique qui se joue en parallèle avec l'irruption de l'intelligence artificielle, l'émergence des drones, le retour de la guerre électronique, de nouveaux espaces d'affrontement que sont l'espace, le cyber ou les fonds marins, mais aussi le virage quantique qui a déjà commencé et sur lequel nous avons nombre d'atouts. - Parce que la nation est confrontée à toutes ces menaces hybrides, à cette accélération de l'histoire, il n'y a plus d'arrière et il n'y a plus de front. Les conflits sont multiformes, multichamps, et supposent de la densité, ils supposent de durcir nos capacités, nos forces et la nation dans son entier. - Nous avons une avance, mais demain au même rythme, nous serions dépassés.
--	--

b. Autonomie stratégique comme réponse

Souveraineté politique	- Ce surcroît de budget nous permettra d'avancer aussi avec nos partenaires. Notre force est supérieure lorsqu'elle est collective. - Bâtissons avec nos principaux partenaires, agissons en Européens, car nous affrontons les mêmes menaces, à commencer par la menace russe.
------------------------	--

	- Une Europe capable d'innover et de produire sur son sol, c'est une Europe qui sera plus souveraine et maîtrisera son destin, assumera sa puissance. - Et sortons des vieux débats ridicules, ceci n'enlève rien à l'indépendance et la souveraineté française. Cela la renforce, cela l'accroît. [...] Mais en ayant des alliés dont les armées travaillent avec nous, opèrent avec nous, en ayant des industriels partout en Europe, qui produisent avec nous, en poussant nos partenaires européens à acheter avec nous nos matériels, nous renforçons de fait notre souveraineté et notre indépendance.
Indépendance capacitaire nationale/européenne	- Soyons clairs, nous, Européens, devons désormais assurer notre sécurité nous-mêmes - Alors que notre allié américain affiche une volonté de désengagement ou crée pour nous, étant allié, des incertitudes nouvelles, voulons-nous une fois pour toutes prendre notre sécurité et celle du continent en main et bâtir un vrai pilier européen de l'OTAN ? Sommes-nous capables d'offrir un débouché à cette formidable envie d'engagement et de réalisation qui anime notre jeunesse ? Sommes-nous capables, surtout, de résister en cas de conflits de haute intensité sur le sol européen dans les trois à quatre années qui viennent ? À toutes ces questions, nous répondrons oui. - Nos investissements, combinés, une coopération renforcée, nous permettra de bâtir ce pilier européen de l'OTAN que la France a annoncé et voulu avant tant d'autres. [...] C'est le sens du programme SAFE, (Security Action for Europe), adopté il y a un mois et demi par le Conseil européen et qui permettra, avec 150 milliards d'euros, de financer des achats conjoints d'équipements militaires.

Capacités matérielles nationales/européennes	- j'ai veillé à la condition militaire portée par vos chefs et éclairée par le Haut-Comité d'évaluation de la condition militaire. [...]c'est aussi vos rémunérations. J'ai demandé à ce titre leur remise à niveau et ce qui a été prévu par la loi de programmation militaire sera à l'euro près, au mois près, réalisé. - Nous y arriverons ensuite si nous prenons la mesure du tournant capacitaire à engager. Voilà pourquoi, depuis 2017, j'ai décidé de faire de la défense une priorité. - La guerre en Ukraine démontre que pour tenir, il faut de la bravoure, mais aussi des stocks et une industrie de défense adaptée. - Et je crois aussi que l'on doit donner à la jeunesse un nouveau cadre pour servir, selon d'autres modalités, au sein de nos armées. - La première loi de programmation, lancée lors du précédent quinquennat, a permis de réparer. La seconde est une loi de projection qui a anticipé les bascules du monde, mais ces bascules interviennent plus vite que prévues. Alors que nous avions prévu de doubler le budget d'ici 2030, nous allons le doubler d'ici à 2027. À cette fin, une actualisation de la loi de programmation militaire sera présentée. [...]Nous consacrerons donc 64 milliards d'euros pour notre défense en 2027. C'est le double du budget dont les armées disposaient en 2017.
--	---

2.4. Vœux aux armées du président le 15 janvier 2026

a. Reconfiguration de l'ordre mondial

Configurations de puissance	- Pour rester libre, il faut être craint. Pour être craint, il faut être puissant. Et pour être puissant dans ce monde si brutal, il faut faire plus vite et faire plus fort. - regardons le monde dans lequel nous sommes plongés : retour des puissances de déstabilisation, la Russie sur le sol européen,
-----------------------------	--

	déstabilisation par plusieurs puissances régionales, je pourrais ici convoquer l'Iran et beaucoup d'autres, et puis un discours qui parfois sème le doute, y compris chez les alliés par certains, mais en tout cas, un nouveau colonialisme qui est à l'œuvre chez quelques-uns. - nous sommes dans un monde de plus en plus complexe. On ne l'a pas découvert hier. Nous sommes dans un monde où des puissances de déstabilisation se sont réveillées. On l'a vu ces dernières années. La différence, c'est que nous voyons que des certitudes qui, parfois, avaient des décennies, sont remises en cause.
Menaces et crises	- L'année qui s'ouvre [...] est une année pleine de défis, par les décisions que nous avons prises pour nous-mêmes, par les défis géopolitiques qui s'imposent à nous. Elle sera un test de crédibilité à bien des égards. Je le dis ici avec beaucoup de confiance et de force : nous sommes prêts. - Et pour tous ceux qui pensent que la Russie serait une question qui ne nous concerne pas, il doit être reçu 5 sur 5 : nous sommes à portée de ces tirs [nous venons d'observer pour la deuxième fois le tir d'un missile de très longue portée, dit ORECHNIK, par la Russie sur l'Ukraine. Ce tir est un signal très clair, d'une puissance dotée mais qui a décidé de se doter de telles capacités.] - Est-ce que nous sommes en économie de guerre, à proprement parler ? La réponse est non. Parce que si nous étions en guerre, j'ose espérer que nous ne produirions pas ainsi.

b. Autonomie stratégique comme réponse

Souveraineté politique	- [Nous avons vu avec l'Ukraine la nécessité d'accélérer dans la défense sol-air]
------------------------	---

	- Accélérer la capacité à produire, accélérer la capacité à déployer, et renforcer là aussi notre autonomie stratégique et la capacité des Européens à proposer notre offre propre. - Réduire nos dépendances, nous équiper pour nous-mêmes, le proposer aux autres Européens et davantage. - Ce qui était au début une conviction française face à l'évolution de la menace est devenu progressivement une évidence européenne. - Nous sommes prêts à tenir cet effort de résistance. Nous sommes prêts à dissuader face aux nouvelles agressions ou à tenir la paix sur notre sol. - La France et les Européens doivent continuer, partout où leurs intérêts sont menacés, d'être là, sans escalade, mais intraitables sur le respect de la souveraineté territoriale.
Indépendance capacitaire nationale/européenne	- Nous n'avons pas attendu l'invasion de l'Ukraine pour initier ce réarmement, ni pour rappeler la nécessité d'une autonomie stratégique européenne. - Toutes les armées européennes, confrontées à cette guerre de haute intensité sur le sol européen, ont complètement réévalué les besoins de stock, les besoins de munitions et cette préparation opérationnelle. - Avec l'objectif dans chaque composante d'associer nos partenaires allemands et italiens entre autres, de renforcer l'autonomie stratégique européenne, d'inciter les autres à suivre notre propre stratégie, qui est de réduire les dépendances à tout ce qui est non européen. - Tout ceci nous impose de continuer de durcir le modèle qui est le nôtre, de renforcer notre indépendance dans toutes les composantes opérationnelles et de continuer d'accélérer sur la stratégie que nous avons décidée. - Là où l'Ukraine était éminemment dépendante des capacités de renseignement américaine, à une écrasante

	majorité, il y a un an, aujourd'hui, les deux tiers sont fournis par la France, les deux tiers. - Préférence européenne pour l'industrie de défense - Nous avons réussi à inscrire, ce qui était là aussi impensable, il y a quelques années, le fait que ces programmes de financement européens devaient imposer de l'achat européen. - La France a une grande tradition d'indépendance. - Nous avons la dissuasion nucléaire la plus indépendante et autonome d'Europe. C'est une force inédite dans le monde qui est le nôtre. Soyez fiers de cela.
Capacités matérielles nationales/européennes	- je me tiens ici devant vous, plus de huit ans plus tard, pour vous dire que nous l'avons fait et nous y sommes. Nous y sommes et l'engagement pris est tenu [2% de produit intérieur brut en 2025 pour réparer notre outil de défense, pour répondre aux menaces]. - Cela suppose que la nation consente à des efforts à la mesure de notre rude époque. - J'ai [...] avanc[é] à l'année 2027 l'objectif, initialement prévu pour 2030, d'atteindre un budget annuel de 64 milliards d'euros pour notre défense. - En deux mandats, le budget des armées aura été doublé [...] par nos décisions propres, l'analyse que nous avons faite de l'évolution de la menace, et en la faisant, comme je le disais, très tôt, et notre volonté de ne jamais subir. - Nous allons augmenter nos stocks de munitions de tous types pour tenir compte du retour d'expérience des conflits en Ukraine et en mer Rouge, et nous allons renforcer en quantité et en qualité la préparation opérationnelle de nos armées. - Se doter d'une alerte avancée qui combine système d'alerte spatiale, un système de radar de surveillance terrestre ainsi que des expérimentations. C'est la fameuse initiative

	franco-allemande dite JEWEL, mais ce système d'alerte avancée, nous le bâtissons pour nous-mêmes. [...]partenariat avec les Allemands pour aussi le proposer à l'ensemble des Européens. - Je sais pouvoir compter sur celle-ci. Je sais la volonté de notre jeunesse de s'engager, alors soyons collectivement à la hauteur de son aspiration à l'idéal et de son ambition de servir une grande cause, celle de la France. - Je sais pouvoir compter sur vous qui constituez l'armée professionnelle pour cette nouvelle mission. La qualité de l'accueil des appelés comme des engagés est, vous le savez, déterminante pour l'intégration des jeunes, le rayonnement de notre institution et la réussite du lancement du service national. - j'ai personnellement veillé à ce que les militaires du rang, les sous-officiers et enfin, en décembre 2025, les officiers, bénéficient d'un rattrapage de leurs grilles indiciaires en parallèle de la nouvelle politique de rémunération mise en place. - On ne nous attend pas. Et je vous le dis, quand on a des délais qui sont de 5-7 ans pour des capacités nouvelles, c'est clair et net, on est en train de se faire sortir du marché. Je vous le dis. [...]Et des très grands pays qui ont été nos clients jusqu'à récemment, ou qui sont les clients d'autres de nos compétiteurs, se dotent de leur propre capacité.
--	---

2.5. Discours du président sur la dissuasion nucléaire le 2 mars 2026

a. Reconfiguration de l'ordre mondial

Configurations de puissance	- Nos concurrents ont évolué, nos partenaires aussi. Le monde se durcit et les dernières heures l'ont encore démontré. - Nous vivons actuellement, au plan géopolitique, une période de rupture, pleine de risques.
-----------------------------	--

	- Pour être libre, il faut être craint. J'en ai la conviction. [...] Je n'hésiterai jamais à prendre les décisions qui seraient indispensables à la protection de nos intérêts vitaux.
Menaces et crises	- La Russie mène à l'Ukraine voisine une guerre lente et cruelle qui constitue, comme l'a identifié notre revue nationale stratégique, un risque majeur pour notre Europe. - Russie assume un révisionnisme, un impérialisme brutal et, déjà forte d'un arsenal nucléaire pléthorique, ne cesse de développer de nouvelles armes. - La Chine, de son côté, s'est engagée dans un rattrapage à marche forcée des Etats-Unis. Elle fabrique plus d'armes aujourd'hui que n'importe quel autre pays. - Nous assistons à la fois à un renforcement du risque que les conflits franchissent le seuil nucléaire, mais aussi dans le même temps à une intensification de la conflictualité sous ce seuil. [...]Le risque de franchissement est plus grand d'abord parce que les conflits impliquant des puissances dotées des Etats possesseurs ou proliférants s'accroissent. - Les menaces nucléaires s'accroissent, se diversifient, qu'elles sont davantage connectées entre elles, qu'elles risquent d'être précédées d'épisodes de conflits intenses sous le seuil et que les défenses de nos adversaires potentiels se renforcent.
Crise multilatérale	- Il sera nécessaire aussi de repenser les règles qui régissent la sécurité de notre continent et du monde. C'est tout un cadre qu'il faut recréer, et les Européens devront pouvoir y prendre pleinement leur place et y défendre leurs intérêts. - Chacun a pris ses libertés. Les Etats-Unis ont mis fin aux traités sur les missiles antibalistiques. Les Etats-Unis et la Russie ont mis fin aux traités sur les forces nucléaires intermédiaires, dont la Russie violait depuis longtemps les dispositions. - Le traité New Start, qui encadrait les arsenaux nucléaires américains et russes, a cessé d'exister il y a quelques semaines.

	- La Russie a dératifié le traité d'interdiction sur les essais nucléaires, que les Etats-Unis n'avaient eux jamais ratifiés. - La Chine, quant à elle, en plein rattrapage, ne s'associe à rien.
--	--

b. Autonomie stratégique comme réponse

Souveraineté politique	- Notre sécurité ne s'est jamais conçue dans les seules limites de notre territoire, au plan conventionnel comme au plan nucléaire. - Il n'y aura pas non plus de partage de la définition des intérêts vitaux, qui restera d'appréciation souveraine pour notre pays. - il n'y aura pas de garantie au sens strict du terme. Une garantie rigide, d'ailleurs, serait imprudente. Elle abaisserait le seuil nucléaire et réduirait d'autant l'incertitude de nos adversaires. - Avec la dissuasion avancée, notre doctrine conservera ses fondations originelles, son caractère strictement défensif, le refus de la bataille nucléaire, la rupture totale et assumée entre le conventionnel et le nucléaire. [...]La France assumera donc toujours seule, en intégrant à sa réflexion les intérêts de nos alliés, le franchissement délibéré du seuil nucléaire. - Nous devons reconstruire un corpus de règles, mais pour ce qui nous concerne, à partir de nos intérêts de sécurité et ceux de notre continent. - Mais ce que je souhaite plus que tout, vous l'aurez compris, c'est que les Européens reprennent le contrôle de leur propre destin.
Indépendance capacitaire nationale/européenne	- Mais pour être puissant, [...] il faut être plus uni. - L'indépendance ne peut être la solitude. - La dissuasion nucléaire française a vocation à dissuader tout État de s'en prendre à nos intérêts vitaux

	[...]dimension européenne des intérêts vitaux de la France. - Je préfère le dire tout de suite, il n'y aura aucun partage de la décision ultime, ni de sa planification, ni de sa mise en œuvre. En vertu de notre Constitution, elle appartient au seul président de la République - Cet effort viendrait en plus de la mission nucléaire de l'OTAN. A laquelle, je le rappelle, nous ne prenons pas part. La dissuasion avancée que nous proposons est un effort distinct qui a sa valeur propre et qui est parfaitement complémentaire de celui de l'OTAN au plan stratégique comme au plan technique. Le travail que nous avons entamé sur ce projet avec les Européens s'est fait en pleine transparence avec les Etats-Unis d'Amérique et en coordination étroite avec le Royaume-Uni. [...]L'Allemagne sera un partenaire clé de cet effort, naturellement, le plus ambitieux dans l'esprit du traité d'Aix-la-Chapelle. - De la même manière que la France crée pour les adversaires de l'Europe de nouveaux dilemmes stratégiques à travers cette dissuasion avancée, nos partenaires contribuent en retour à la sécurité collective et donc à celle de la France. C'est la nature même de l'épaullement stratégique.
Capacités matérielles nationales/européennes	- Dans quelques jours, le sous-marin nucléaire lanceur d'engin, Le Téméraire, qui vous fait face, prendra la mer. [...]son rôle de gardien ultime de notre liberté d'action, de notre indépendance. - La dissuasion est et doit demeurer un intangible français. - Tous ceux qui auraient l'audace de vouloir s'en prendre à la France savent le prix insoutenable qu'il y aurait pour eux, à payer. Mais intangible ne veut pas dire inerte.

	- C'est donc avec beaucoup de gravité que je viens aujourd'hui annoncer à la Nation une évolution à la hauteur de nos défis nationaux et européens. Nous devons renforcer notre dissuasion nucléaire face à la combinaison des menaces et nous devons penser notre stratégie de dissuasion dans la profondeur du continent européen, dans le plein respect de notre souveraineté, avec la mise en place progressive de ce que j'appellerai une dissuasion avancée. - Cette période justifie un durcissement de notre modèle. - Pour gérer ce genre de situation avant qu'elle ne franchisse le seuil nucléaire, il faut des capacités spécifiques. - Pour être forts dans notre dissuasion nucléaire, nous devons être forts dans nos capacités conventionnelles dans toutes leurs dimensions. - Dès 2017, j'ai pris acte de la fin des dividendes de la paix. Je me suis employé à assurer le renouvellement de tous nos moyens pour les prochaines décennies. - La même rigueur s'est appliquée au renouvellement intégral des autres domaines de la dissuasion. Nous disposons depuis quelques mois du nouveau missile M51.3 sur nos SNLE et d'une nouvelle tête nucléaire océanique optimisée pour pénétrer toutes les défenses. - Un rehaussement de notre arsenal est indispensable. [...] Il ne s'agit pas ici d'entrer dans une quelconque course aux armements. Cela n'a jamais été notre doctrine. - Ma responsabilité est d'assurer que notre dissuasion conserve et qu'elle conservera à l'avenir son pouvoir de destruction assuré dans l'environnement dangereux, mouvant et proliférant que je viens de rappeler. - Pour couper court à toute spéculation, nous ne communiquerons plus sur les chiffres de notre arsenal nucléaire, contrairement à ce qui avait pu être le cas par le
--	---

	passé. Pour être libre donc, il faut être craint et, pour être craint, il faut être puissant. Cette augmentation de notre arsenal en témoigne.
--	---

3. Documents allemands

- 3.1. Discours de Scholz sur l'invasion de l'Ukraine et l'annonce de nouvelles mesures d'armement national le 27 février 2022
- a. Reconfiguration de l'ordre Mondial

Configuration mondiale	- February 24, 2022 marks a turning point in the history of our continent. - Many of us still have the war stories of our parents or grandparents in our ears; and for the younger ones it is nearly incomprehensible: war in Europe. Many of them express their horror -- all over the country, including here in Berlin. - We are experiencing a turning point in time. -
Mesures nationales	- We have deployed additional troops in Lithuania, where we lead the NATO battlegroup. - We have extended and enhanced our participation in air policing in Romania. - The goal is a powerful, cutting-edge, progressive Bundeswehr that can be relied upon to protect us. - We will now -- year after year -- invest more than two percent of our gross domestic product in our defense. - We must secure this special fund in our Basic Law. There is one thing that I would like to add. We have set this goal not only because we have made a promise to our friends and allies to increase our defense expenditure to two percent of our economic output by 2024. - We have decided to increase the amount of natural gas in storage via long-term options to two billion cubic meters. Furthermore, we will acquire additional natural gas on the world markets -- in consultation with the EU.

	- We have made the decision to rapidly build two LNG terminals in Brunsbüttel and Wilhelmshaven.
Menaces et crises	- This [Russian invasion] is contrary to international law. This cannot be justified by anything or anyone. - Ladies and gentlemen, by invading Ukraine, Putin is not just trying to wipe an independent country off the world map. He is shattering the European security order as it has stood for almost half a century since the Helsinki Final Act. He is also isolating himself from the entire international community. - President Putin always talks about indivisible security. But what he really seeks now is to divide the continent into the familiar old spheres of influence through armed force. - [I] can no longer have any doubt that Putin wants to build a Russian empire. He wants to fundamentally redefine the status quo within Europe in line with his own vision. And he has no qualms about using military force to do so.
Soutient à l'Ukraine	- We must support Ukraine in this desperate situation. - This new reality requires an unequivocal response. We have given one. As you know, we decided yesterday that Germany will supply Ukraine with weapons for the country's defense. - Germany stands with the Ukrainian people. Our thoughts and our sympathy go out today to the victims of the Russian war of aggression. And, equally, we stand with all those in Russia who are boldly defying Putin's regime and opposing his war against Ukraine. - We have passed a package of sanctions on an unprecedented scale. [...] And we are excluding major Russian banks from the banking communication network SWIFT. - In the last week alone, Russian stocks lost over thirty percent of their value. This shows that our sanctions are working. - The individuals this is about. And not the Russian people. Because Putin, not the Russian people, has decided to start this war. And so it must be clearly stated that this war is Putin's war.

	It is important to me to specify this. Because reconciliation between Germans and Russians after the Second World War is -- and remains -- an important chapter of our shared history. -
--	--

b. Autonomie stratégique comme réponse

Souveraineté politique	- Germany will contribute its share to these efforts in a spirit of solidarity. But stating that loud and clear today is not enough. To make it possible, the Bundeswehr needs new, strong capabilities. - For Germany and for all of the EU's other member states, that means not simply asking what they can extract in Brussels for their own country. But asking: What is the best decision for our Union? Europe is our framework for action. Only when we understand that will we prevail over the challenges of our time.
ONU/multilatéralisme	- Our embassies around the world have worked with France in recent days to advocate for the United Nations Security Council to call this Russian aggression what it is: a flagrant breach of international law.
OTAN	- We will stand unconditionally by our collective defense obligation within NATO. - President Putin should not underestimate our resolve to defend every square meter of NATO territory together with our allies. We are absolutely serious about this. When we welcome a country into NATO, we commit to defending that country as a partner and ally. Just as we would defend ourselves. - We want to contribute to the establishment of a new NATO unit in Slovakia.

3.2. Stratégie de Sécurité Nationale 2023

a. Reconfiguration de l'ordre mondial

Configuration de puissance	- Le contexte stratégique militaire, tant en termes d'actions que de menaces, est marqué par une multipolarité croissante et une rivalité stratégique. Cela met l'ordre international sous pression et engendre volatilité, incertitude et instabilité. - La mise en place de partenariats stables et résilients s'inscrira dans un contexte de concurrence. - L'Occident est fondamentalement considéré comme hostile par la Russie d'aujourd'hui, et l'adhésion d'États démocratiques à l'OTAN après 1989/1991 est présentée comme un encerclement de la Russie. L'objectif central de Moscou est de renverser cette évolution et de réorganiser l'architecture de sécurité européenne.
Menaces et crises	- La politique ouvertement révisionniste de la Russie vise à renverser l'ordre sécuritaire européen et considère la guerre comme un moyen légitime pour y parvenir. - La sécurité européenne et allemande est également menacée par la Russie. - La Russie crée les conditions d'une guerre contre l'OTAN et mène d'ores et déjà des opérations hybrides contre les États membres de l'Alliance. - La Russie d'aujourd'hui représente donc, dans un avenir prévisible, la plus grande menace immédiate pour la paix et la sécurité en Allemagne et dans l'espace euro-atlantique. - L'interconnectivité croissante entre les acteurs et les situations de crise fait en outre que les conflits régionaux peuvent prendre une dimension mondiale. - La lutte contre le terrorisme revêt également une importance capitale pour la défense collective de l'OTAN. - Russie, considérée comme la menace la plus importante et la plus immédiate pour la sécurité allemande, européenne et transatlantique dans un avenir prévisible [...]car la Russie agit dès aujourd'hui en dessous du seuil de la guerre et mobilise tous les éléments de l'État, [...]car la Russie exploite les

	conflits à sa périphérie et menace en outre l'Europe de toutes parts avec des moyens d'action de grande portée. - La Russie met en place les conditions nécessaires à une attaque militaire contre les pays de l'OTAN. Elle mène d'ailleurs dès à présent des opérations hybrides contre les États membres de l'Alliance, dont l'Allemagne. L'objectif est de saper la résilience et la confiance dans les institutions de l'État. - On ne peut compter sur le respect des principes éthiques et juridiques reconnus. - La conduite de la guerre est en pleine mutation - Les données deviennent une arme. L'intelligence artificielle complète et étend les capacités cognitives. - Les moyens d'action précis à longue portée, quelle que soit la distance, amplifient la menace sur un champ de bataille transparent. Il n'existe plus de zones de repli sûres. - La technicisation omniprésente et croissante de la guerre augmente la vitesse des opérations, réduit l'influence humaine et renforce la vulnérabilité dans ce qu'on appelle la dimension cognitive. L'adversaire utilisera sans restriction l'intelligence artificielle et les systèmes autonomes sans pilote. - Les États-Unis sont essentiels à l'Alliance tant sur le plan politique que par leurs capacités militaires. Ils déclarent toutefois s'orienter de plus en plus, sur le plan stratégique, vers leur hémisphère occidental et la région indo-pacifique.
--	---

b. Autonomie stratégique comme réponse

Souveraineté politique	- Garantir la dissuasion et la capacité de défense dans le cadre de la défense nationale et de l'Alliance [...] La Bundeswehr met en œuvre cette priorité stratégique militaire, entre autres, en maintenant des forces opérationnelles prêtes à intervenir et en développant des capacités stratégiques conventionnelles. - Atténuer l'impact des attaques hybrides
------------------------	---

	- Renforcement de la stabilité de l'Europe et de son voisinage méridional [...]en renforçant ses partenaires régionaux et en mettant à disposition des capacités pour la gestion internationale des crises, dans le cadre des Nations unies ainsi que de la politique de sécurité et de défense commune de l'UE. - Protection des voies de communication maritimes et des lignes de communication internationales
Indépendance capacitaire	- Seul un développement innovant des capacités permet de doter les forces armées d'une supériorité technologique. - Compte tenu du contexte de menaces et d'une guerre en Europe, cette situation exige que l'Allemagne assume des tâches supplémentaires. Ce faisant, l'Allemagne assumera de manière ciblée une responsabilité stratégique conventionnelle en Europe et pour l'Europe.
Capacités matérielles	- La Bundeswehr dispose d'un Single Set of Forces (<i>ensemble unique de forces</i>) pour ces missions. - L'Allemagne redéfinit son nouveau rôle en matière de politique de sécurité. Elle assumera des charges supplémentaires et, ce faisant, assumera de manière ciblée des responsabilités stratégiques conventionnelles pour l'Europe. Cela renforce le poids stratégique de l'Allemagne aux yeux de nos alliés, en particulier des États-Unis. - La Bundeswehr deviendra ainsi l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe. - La Bundeswehr doit remplir toutes ses missions avec le « <i>Single Set of Forces</i> », en raisonnant et agissant dans différents espaces géostratégiques, en reliant ces espaces et ces dimensions entre eux et en générant des effets stratégiques. Cette approche globale et holistique est <i>l'approche « One-Theatre »</i> ; elle est à la base de la conception globale de la défense militaire. - Lorsque les intérêts allemands ou européens l'exigeront, la Bundeswehr continuera d'être sollicitée et d'accomplir ses

	missions là où d'autres puissances s'emploient à déstabiliser la situation. - la dissuasion passe par la résilience de l'ensemble de la société, y compris face à l'influence russe. La Bundeswehr doit coopérer avec tous les instruments de l'exercice du pouvoir étatique. - la Bundeswehr doit acquérir la supériorité informationnelle et en priver l'adversaire. Les capacités offensives et défensives doivent être renforcées dans toutes les dimensions. - Les <i>Multi-Domain Operations</i> dans le cadre de l'Alliance et avec des partenaires sélectionnés doivent pouvoir être mises en œuvre grâce à des capacités interconnectées. La Bundeswehr doit ainsi atteindre une capacité de reconnaissance et d'action multidimensionnelle et adapter ses structures et ses procédures aux nouvelles exigences. - l'Allemagne assume une responsabilité particulière pour : <i>Reassurance</i> – rassurer les alliés et leurs sociétés, <i>Deterrence</i> – la dissuasion crédible vis-à-vis de la Russie, <i>Defense</i> – la défense de l'OTAN. - En tant que plan pour les forces armées, le profil de capacités de la Bundeswehr constitue désormais le « <i>Single Set of Forces</i> ». - <i>La Bundeswehr va s'agrandir tout en se modernisant.</i> - Les forces armées seront renforcées d'ici 2039. - Mission principale : défense nationale et défense de l'Alliance.
--	--

OTAN	- La politique allemande de sécurité et de défense n'est concevable qu'en collaboration avec nos alliés et partenaires – la Bundeswehr est une armée au sein de l'Alliance. - L'Allemagne réfléchit et planifie la dissuasion et la défense au sein de l'Alliance. Une défense crédible de l'Alliance nécessite toutefois un nouveau rôle stratégique pour la Bundeswehr. Ce rôle
------	--

	se développera en étroite collaboration avec les partenaires et alliés de l'Allemagne. - Le premier déploiement permanent d'une brigade de combat de la Bundeswehr hors du territoire allemand, décidé dans le cadre de la Brigade Lituanie, est une manifestation concrète de ce nouveau rôle de l'Allemagne au sein de l'Alliance. - L'OTAN doit devenir plus européenne pour rester transatlantique. L'UE soutient à cet égard ses États membres dans leurs efforts pour équiper rapidement leurs forces armées conformément à leurs missions. - L'Allemagne n'exerce sa dissuasion que dans le cadre de l'Alliance. [...]C'est là que réside la priorité stratégique militaire de la Bundeswehr. - Elle [Allemagne] continuera à contribuer à la dissuasion nucléaire de l'OTAN dans le cadre de la participation nucléaire. - Si la dissuasion de l'OTAN venait à échouer, l'Allemagne se défendrait dans le cadre d'une approche globale de l'État au sein de l'Alliance. - Les alliés européens assumeront une part plus importante de la sécurité euro-atlantique. L'Allemagne assumera davantage de responsabilités dans ce domaine. - La Bundeswehr est une armée au sein de l'Alliance. L'Allemagne participe à l'élaboration du processus de planification de la défense de l'OTAN et négocie les objectifs qui, conformément aux directives stratégiques militaires, correspondent à son rôle actuel et futur au sein de l'Alliance. - Les objectifs de capacités nationaux s'ajoutent aux objectifs de capacités de l'OTAN. [...] Ils complètent les objectifs de capacités de l'OTAN, peuvent être intégrés dans l'Alliance et servir de point de départ à la planification de défense multinationale. - Les objectifs de capacités allemands au sein de l'OTAN et les objectifs de capacités nationaux sont ainsi harmonisés
--	---

	conformément aux priorités fixées par l'Inspecteur général de la Bundeswehr pour les forces armées. - Nouveau rôle au sein de l'Alliance – La Bundeswehr développera des capacités correspondant à son nouveau rôle stratégique conventionnel au sein de l'Alliance, conformément à la stratégie militaire.
--	--

3.3. Discours du ministre fédéral de la défense lors de l'audition du gouvernement fédéral devant le *Bundestag* allemand le 5 juin 2024

Capacités matérielles nationales	- Nous devons poursuivre nos investissements dans le développement des capacités et l'aptitude opérationnelle.
Mesures nationales	- Je suis convaincu qu'une nouvelle forme de service militaire est nécessaire. Je ferai prochainement une proposition à ce sujet, que je souhaite discuter avec vous et avec le peuple de ce pays. Mais je peux d'ores et déjà affirmer qu'un tel service militaire ne saurait être totalement exempt d'obligations, quelles qu'elles soient.
Menaces et crises	- Il me semblait essentiel que notre société prenne conscience de la valeur de la sécurité et intègre sérieusement les nouvelles réalités en matière de politique de sécurité. - La guerre brutale et illégale menée par la Russie contre l'Ukraine constitue une atteinte à la paix en Europe et dans le monde. - La Russie est depuis longtemps passée à une économie de guerre et poursuit son réarmement. Nous ne devons pas croire que Poutine s'arrêtera aux frontières de l'Ukraine, s'il y parvient. - La Russie représente également une menace pour la Géorgie, la Moldavie et, en fin de compte, pour l'OTAN. - Nous devons être prêts à la guerre d'ici 2029. Nous devons agir comme un moyen de dissuasion pour empêcher toute escalade.
Soutient à l'Ukraine	- Un effondrement de notre soutien aurait des conséquences désastreuses, notamment pour la défense aérienne ukrainienne. Avec la livraison d'un troisième système Patriot et l'initiative

	d'action immédiate pour la défense aérienne, l'Allemagne apporte une contribution essentielle. - Soyons clairs : une victoire russe nous coûterait à terme bien plus cher que notre soutien actuel à l'Ukraine.
--	--

3.4. Stratégie de défense 2025

a. Reconfiguration de l'ordre mondial

Configuration de puissance	- Un monde en pleine mutation. Notre contexte international et de politique de sécurité est de plus en plus multipolaire et instable et il subit l'influence toujours plus forte de la menace existentielle de la crise climatique. - Nous vivons à une époque de multipolarité et de rivalité systémique croissantes.
Acteurs clés	Chine - La Chine constitue un partenaire, un concurrent et un rival systémique. Nous constatons à cet égard que les éléments de rivalité et de concurrence ont augmenté ces dernières années. [Elle] revendique de manière toujours plus offensive une position hégémonique régionale et, ce faisant, agit régulièrement en contradiction avec nos intérêts et nos valeurs. - La Chine use délibérément de sa puissance économique pour atteindre des objectifs politiques. - Elle demeure en même temps un partenaire sans lequel de nombreux défis et crises à l'échelle mondiale ne sauraient être résolus. Dans ces domaines précisément, nous devons par conséquent saisir les possibilités et les opportunités d'une coopération.
Menaces et crises	- La protection de notre ordre fondamental libéral et démocratique - La Russie actuelle représente pour l'heure la plus grande menace pour la paix et la sécurité dans l'espace euro-atlantique. La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine

	marque une rupture éclatante avec la Charte des Nations Unies et l'ordre de sécurité européen basé sur la coopération. Elle vise à anéantir la souveraineté nationale, l'intégrité territoriale, l'identité culturelle et l'existence politique d'un voisin pacifique et à imposer une politique impériale des sphères d'influence. - Par cette violation historique de l'ordre de paix européen, la Russie menace directement notre sécurité et celle de nos alliés de l'OTAN et de l'UE. - . Elle essaie sciemment de déstabiliser les sociétés démocratiques en Europe, d'affaiblir l'UE et l'OTAN et elle pratique à l'échelle mondiale une politique de défense de ses intérêts dirigée contre le droit international et les droits humains. - Notre société libre et ouverte est la cible du terrorisme et de l'extrémisme. - Les infrastructures critiques sont de plus en plus exposées à des menaces et des perturbations majeures. - Les cyberattaques visent de plus en plus souvent à déstabiliser notre gouvernement et notre société ou ceux de nos partenaires. - La sécurité humaine dépend également de la façon dont nous gérons cette menace existentielle pour les fondements de notre existence.
Crise multilatérale	- Mus par leur conception de la rivalité systémique, certains États veulent cependant miner cet ordre et imposer ainsi leurs visions révisionnistes de sphères d'influence. - L'érosion de l'architecture de contrôle des armements, de désarmement et de non-prolifération aggrave le contexte sécuritaire en Europe et à travers le monde. - Les risques d'une prolifération croissante des armes nucléaires persistent également. - Les blocages au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies mettent à l'épreuve la paix et la sécurité.

Place de l'Allemagne	- L'Allemagne porte en Europe et dans le monde une responsabilité particulière pour la paix, la sécurité, la prospérité et la stabilité ainsi qu'une gestion durable des fondements de notre existence. - Nous sommes le pays le plus peuplé et la première économie d'Europe. Nous agissons en étant conscients de notre histoire et de la culpabilité de notre pays dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et la rupture civilisationnelle de la Shoah. - La réconciliation avec nos voisins européens et nos responsabilités vis-à-vis du droit à l'existence d'Israël restent pour nous un engagement permanent. - La politique étrangère et de sécurité de l'Allemagne est fondée sur des valeurs et guidée par des intérêts. La défense de nos valeurs est dans notre intérêt fondamental. - L'Allemagne doit affronter efficacement ces diverses formes de menaces hybrides dans le cadre d'une coopération internationale accrue. - Nous renforçons la Bundeswehr en tant que pilier de la défense conventionnelle en Europe. - Répondant aux objectifs de planification de l'OTAN, le gouvernement fédéral fera de la Bundeswehr dans les années à venir une armée conventionnelle parmi les plus performantes d'Europe, capable d'agir et de réagir rapidement et durablement.
----------------------	---

b. Autonomie stratégique comme réponse

Souveraineté politique	- Le gouvernement fédéral est convaincu que nous pouvons relever les défis de notre époque en menant une Politique de sécurité intégrée : nous entendons par là la synergie de l'ensemble des acteurs, moyens et outils pertinents dont
------------------------	---

	l'interaction permet de préserver globalement la sécurité de notre pays et de la renforcer. - L'alliance transatlantique ainsi que le projet d'intégration et de paix européen ont apporté la sécurité, la stabilité, la paix et la prospérité dans notre pays et en Europe - La protection des personnes, de la souveraineté ainsi que de l'intégrité territoriale de notre pays, de l'Union européenne et de nos alliés - Adopter une approche intégrée de la sécurité, cela signifie réunir tous les sujets et les instruments pertinents pour notre sécurité face aux menaces provenant de l'extérieur. - La sécurité intégrée réunit prévention, intervention et mesures de suivi, tout en tenant compte, dès aujourd'hui, des défis à moyen et à long terme - La Bundeswehr reste le garant de la capacité de dissuasion et de défense de l'Allemagne ; c'est une armée parlementaire. - Nous adoptons pour cela une démarche de fédéralisme coopératif. En cas de menaces particulièrement lourdes ou touchant plusieurs Länder, une coopération efficace entre la Fédération et les Länder permettra d'assurer un soutien amélioré aux Länder et aux régions concernés, notamment face aux dangers imminents. - Le gouvernement fédéral est favorable à l'élargissement de l'Union européenne aux pays des Balkans occidentaux, à l'Ukraine, à la République de Moldova et, à terme, à la Géorgie. - Le gouvernement fédéral s'engage pour faire évoluer la coopération structurée permanente (CSP). Afin d'atteindre les objectifs de l'UE en matière de politique de sécurité, le gouvernement fédéral souhaite renforcer les instruments européens tels que la facilité européenne pour la paix. - Notre résilience et notre compétitivité sont tributaires d'une grande force d'innovation. C'est pourquoi nous considérons
--	--

	que la souveraineté technologique et numérique est un élément essentiel de notre sécurité intégrée.
Indépendance capacitaire	- Nous souhaitons développer, avec nos partenaires européens, la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et mettre en œuvre avec détermination les projets de la boussole stratégique de l'Union européenne. - Les dépendances critiques doivent être spécifiquement réduites dans les domaines stratégiquement pertinents afin de conserver et de développer notre propre capacité d'action dans le contexte mondial sans entraver l'ouverture économique et la force d'innovation de l'Allemagne. - Il convient donc de réduire les dépendances unilatérales existantes, de prévenir la formation de nouvelles dépendances, de promouvoir des projets de matières premières de manière ciblée et de constituer des réserves stratégiques. - La réduction des dépendances ne peut réussir qu'avec le concours d'un grand nombre de partenaires et d'alliés fiables. Nous allons intensifier cette coopération et la développer de manière ciblée à l'échelle bilatérale, multilatérale et au niveau de l'UE.
Capacités matérielles	- L'objectif premier de la Bundeswehr est la défense nationale et collective, et toutes les missions sont subordonnées à cet objectif. - Le gouvernement fédéral présentera une stratégie d'augmentation de notre capacité d'action face aux menaces hybrides.
Puissance normative	- En soutenant l'Ukraine, nous renforçons sa résilience face à l'agression russe, tout en apportant une contribution fondamentale à notre propre sécurité. En même temps, il importe d'éviter que la guerre ne s'étende aux pays voisins. Nous soutiendrons les pays touchés par la guerre, qu'ils soient membres de l'Union européenne ou non.

	- Le gouvernement fédéral s'engage pour une utilisation ciblée et flexible de sanctions de l'UE et garantit l'application efficace des sanctions au niveau national.
--	--

c. Cadres

ONU/multilatéralisme	- La sécurité de l'Allemagne est indissociable de celle de nos alliés et de nos partenaires européens, défense collective et défense nationale ne font qu'un. - La coopération internationale, surtout au sein du G7, augmente l'efficacité et l'efficience des mesures de sanctions, contribuant ainsi au respect des normes internationales. - Le gouvernement fédéral continuera d'appuyer les efforts des Nations Unies pour promouvoir la paix internationale et la sécurité et combattre les causes des conflits. - Nous sommes résolus à défendre et faire appliquer dans le monde entier, avec nos alliés et nos partenaires, les principes d'un ordre international fondé sur des règles autour d'une Organisation des Nations Unies forte. - L'Allemagne proclame son attachement au multilatéralisme et au renforcement des Nations Unies. - Nous défendons résolument l'ordre international libre et fondé sur des règles qui protège nos valeurs et nos intérêts.
OTAN	- Le resserrement de l'alliance transatlantique ainsi que du partenariat étroit et empreint de confiance avec les États-Unis d'Amérique. - Au sein de l'Alliance, nous sommes cependant à tout moment prêts et aptes à défendre notre souveraineté et notre liberté ainsi que celles de nos alliés. - Une capacité de dissuasion et de défense crédible au sein de l'alliance transatlantique de l'OTAN est le fondement

	essentiel de la sécurité allemande, européenne et transatlantique. - L'OTAN est le premier garant de la protection contre les menaces militaires. Elle constitue un lien politique entre l'Europe et l'Amérique du Nord. - Nous sommes indéfectiblement fidèles à notre promesse d'assistance mutuelle en vertu de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord. Notre attachement à l'OTAN et à nos engagements au sein de l'Alliance est immuable. Cela concerne également notre attachement à la clause d'assistance mutuelle formulée à l'article 42, point 7 du Traité sur l'Union européenne et notre devoir d'assistance mutuelle avec la France selon l'article 4 du traité d'Aix-la-Chapelle. - Le gouvernement fédéral veut renforcer davantage le pilier européen de la communauté de défense transatlantique, car plus les alliés européens s'investiront dans l'OTAN sur le plan politique et militaire, plus l'alliance transatlantique sera solide. - Pour être efficace, toute défense doit se doter d'un dispositif de dissuasion crédible destiné à empêcher les conflits armés avant même que ceux-ci ne surviennent. - Le gouvernement fédéral s'engage pour renforcer l'OTAN et mettre en œuvre tous les aspects de son concept stratégique adopté en juin 2022, y compris la sécurité humaine. - Nous consacrerons 2 % de notre PIB à la défense, en moyenne pluriannuelle, en vue de réaliser les objectifs capacitaires OTAN, dans un premier temps également grâce au nouveau fonds spécial pour la Bundeswehr. - Le gouvernement fédéral continuera de développer et de pérenniser sa présence militaire sur le territoire de l'OTAN
--	---

	pour protéger nos alliés, notamment en leur servant de nation-cadre. - En renforçant la défense civile, le gouvernement fédéral assurera le maintien des fonctions étatiques et gouvernementales, la protection et l'approvisionnement de la population en biens et services essentiels ainsi que le soutien civil, et notamment logistique, des forces armées. De cette manière, l'Allemagne respectera son engagement en vertu de l'article 3 du Traité de l'Atlantique Nord, c'est-à-dire le maintien et l'accroissement de sa capacité de résilience. - Le gouvernement fédéral révisera les directives sur la défense générale, dans l'optique notamment de mettre en œuvre les exigences minimales de l'OTAN concernant la résilience nationale.
Relation avec la France	- L'amitié profonde avec la France est extrêmement importante pour l'Allemagne.

3.5. Discours de Merz lors de la conférence de Munich le 13 février 2026

a. Reconfiguration de l'ordre mondial

Configuration mondiale	- Depuis quelques années, une atmosphère particulière règne dans cette salle, marquée par la montée des tensions et des conflits dans le monde. - Nous sommes entrés dans une nouvelle phase de guerres et de conflits ouverts. - Nous devons dialoguer plus que jamais. - Cette conférence porte une devise sombre : « En cours de destruction ». Cette devise signifie probablement que l'ordre international, fondé sur le droit et les règles, est au bord de l'effondrement. Je crains qu'il ne soit nécessaire de l'affirmer encore plus clairement. Cet ordre, aussi imparfait fût-il même à son apogée, n'existe plus sous sa forme originelle.
------------------------	--

	- Une ère à nouveau ouvertement caractérisée par la puissance et surtout, par la politique des grandes puissances. - Si l'histoire a connu une période unipolaire après la chute du mur de Berlin, elle est révolue. La prétention des États-Unis à la suprématie est certainement contestée, voire déjà perdue. - [La politique des grandes puissances] opère selon ses propres règles : rapide, brutale et souvent imprévisible. Elle craint ses propres dépendances, celles des autres, mais les utilise et, si nécessaire, les exploite. La lutte pour les sphères d'influence, les dépendances et les allégeances devient primordiale. - La réorganisation du monde par les grandes puissances s'opère plus rapidement et plus profondément que nous ne pouvons nous renforcer.
Mesures nationales	- En tant qu'Européens et, bien sûr, en tant qu'Allemands, est aujourd'hui de reconnaître cette nouvelle réalité. Cela ne signifie pas pour autant que nous l'acceptons comme une fatalité. Nous ne sommes pas à la merci de ce monde. Nous pouvons le façonner. - La Loi fondamentale, l'Histoire et la géographie nous incitent à toujours penser en termes européens lorsque nous définissons nos objectifs. Cette orientation correspond à nos intérêts. - La politique étrangère allemande de ces dernières décennies a, pour ainsi dire, été excessivement normative. Animée des meilleures intentions, elle a critiqué les violations de l'ordre international dans le monde entier. Elle a souvent mis en garde, rappelé à l'ordre et réprimandé, mais sans suffisamment se préoccuper du manque fréquent de moyens pour remédier à la situation. Cet écart entre aspirations et possibilités s'est trop creusé. Nous devons le réduire, et c'est la seule façon de mieux appréhender la réalité. - Pour des raisons impérieuses, en Allemagne, nous prenons le pouvoir de l'État très au sérieux. Depuis 1945, l'idée qu'il nous

	fallait contenir ce pouvoir a été profondément ancrée dans notre pensée. - Un leadership fondé sur le partenariat, oui. Des fantasmes hégémoniques ? Non, nous autres Allemands n'agissons plus jamais seuls. C'est une leçon durable que nous avons apprise. - Premièrement, nous nous renforçons militairement, politiquement, économiquement et technologiquement. Ce faisant, nous réduisons nos dépendances et notre vulnérabilité. - Nous créons des chaînes d'approvisionnement résilientes et réduisons notre dépendance aux matières premières, aux produits essentiels et aux technologies. - Deuxièmement, nous renforçons l'Europe. Une Europe souveraine est notre meilleure réponse à cette nouvelle ère. Unir et renforcer l'Europe est notre priorité absolue aujourd'hui. - Troisièmement : nous voulons établir un nouveau partenariat transatlantique. - Quatrièmement, et surtout, nous tissons un solide réseau de partenariats mondiaux.
Menaces et crises	- Le révisionnisme violent de la Russie, une guerre brutale contre l'Ukraine, contre notre ordre politique, avec des crimes de guerre quotidiens et affreux. - La Chine affirme sa prétention à la puissance mondiale. Elle a préparé le terrain à cette ambition avec une patience stratégique qui dure depuis de nombreuses années. - Dans un avenir proche, Pékin pourrait affronter les États-Unis sur un pied d'égalité militaire. La Chine exploite systématiquement les dépendances des autres et réinterprète l'ordre international à son avantage. - Les matières premières, les technologies et les chaînes d'approvisionnement deviennent des instruments de pouvoir dans ce jeu à somme nulle que se livrent les grandes puissances.

	- [Les États-Unis] ont pris conscience de la nécessité de rattraper leur retard sur la Chine. Leur stratégie de sécurité nationale aboutit à des conclusions radicales, non pas pour freiner cette tendance, mais pour l'accélérer.
--	---

b. Autonomie stratégique comme réponse

Souveraineté politique	- Nous [européens] arrivons à des conclusions différentes de celles, par exemple, de l'administration américaine à Washington. - Les grands objectifs de la politique étrangère et de sécurité allemande découlent de notre Loi fondamentale, de notre histoire et de notre géographie. - Notre puissance économique est au service de cette liberté. - Le produit intérieur brut de la Russie s'élève actuellement à environ 2 000 milliards d'euros. Celui de l'Union européenne est près de dix fois supérieur. Pourtant, l'Europe n'est pas dix fois plus puissante que la Russie aujourd'hui. Notre potentiel militaire, politique, économique et technologique est immense, mais nous sommes loin de l'avoir pleinement exploité. - Nous devons changer notre façon de penser. Nous avons compris qu'à l'ère des grandes puissances, notre liberté n'est plus acquise. Elle est menacée. - Un pouvoir de l'État insuffisant conduit au même résultat, même si c'est par un chemin différent. - La réorganisation du monde par les grandes puissances s'opère plus rapidement et plus profondément que nous ne pouvons nous renforcer. Pour cette seule raison, je ne suis pas convaincu par l'appel, parfois trop instinctif, à ce que l'Europe abandonne purement et simplement son partenariat avec les États-Unis. - Notre Europe doit se concentrer sur l'essentiel : préserver et renforcer notre liberté, notre sécurité et notre compétitivité.
------------------------	---

Indépendance capacitaire	- Non pas pour remplacer l'OTAN, mais comme un pilier solide et autonome au sein de l'alliance. J'ai entamé avec le président français Emmanuel Macron des discussions sur la dissuasion nucléaire européenne. - Nous allons donc organiser la normalisation, la mise à l'échelle et la simplification des systèmes d'armes au niveau européen. [...] Cela passe notamment par une politique commerciale forte. L'accord Mercosur entre l'Union européenne et quatre États d'Amérique du Sud sera appliqué à titre provisoire. [...] L'accord de libre-échange avec l'Inde a été finalisé. D'autres accords suivront, rapidement je l'espère.
Puissance normative	- Nous devons mettre un terme à la prolifération des bureaucraties et des réglementations européennes. Les normes européennes ne doivent pas nous entraver au point de paralyser et de freiner notre compétitivité. Elles doivent au contraire mettre en valeur nos atouts. Elles doivent stimuler l'innovation et l'esprit d'entreprise, encourager l'investissement et récompenser la créativité.

c. Cadres

ONU/multilatéralisme	- Nous abordons de nouveaux partenaires avec lesquels nous partageons des préoccupations certes importantes, mais pas toutes. Cela nous permet d'éviter les dépendances et les risques, tout en ouvrant des perspectives pour les deux parties.
OTAN	- Le renforcement de l'Europe au sein de l'OTAN est notre priorité absolue. Nous investissons massivement dans une dissuasion crédible. - Lors du sommet de l'OTAN à La Haye en juin dernier, la quasi-totalité des alliés se sont engagés à consacrer 5 % de leur produit intérieur brut à la sécurité.

	- L'Allemagne, à elle seule, investira plusieurs centaines de milliards d'euros dans les années à venir. - Nous renforçons le flanc Est de l'OTAN. [...]la première fois dans l'histoire de la Bundeswehr qu'une unité d'une telle dimension est déployée hors de notre territoire. - Un fossé, une profonde fracture, s'est creusé entre l'Europe et les États-Unis d'Amérique. - L'OTAN n'est pas seulement notre atout concurrentiel, mais aussi le vôtre, chers amis américains. - Depuis plus de trois générations, la confiance entre alliés et amis est ce qui a fait de l'OTAN l'alliance la plus forte de tous les temps. L'Europe est pleinement consciente de sa valeur. En période de rivalité entre grandes puissances, même les États-Unis ne sont pas assez puissants pour tout faire seuls. Chers amis, l'appartenance à l'OTAN est un atout concurrentiel non seulement pour l'Europe, mais aussi pour les États-Unis. Alors, réparons et ravivons ensemble la confiance transatlantique. Nous, Européens, faisons notre part dès maintenant. - Un véritable allié prend ses obligations au sérieux. Personne ne nous a contraints à la dépendance excessive envers les États-Unis dans laquelle nous nous sommes récemment trouvés. Cette immaturité était de notre propre fait. [...]Nous y parvenons en bâtissant un pilier européen fort et autonome, au sein de l'alliance et dans notre propre intérêt.
--	---